

EVIDENCE

OTTAWA, Monday, May 2, 2022

The Standing Senate Committee on National Security and Defence met with videoconference this day at 2:01 p.m. [ET] to examine and report on issues relating to security and defence in the Arctic.

Senator Tony Dean (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: Welcome to this meeting of the Standing Senate Committee on National Security and Defence. I'm Tony Dean, chair of the committee and I'm joined today by my fellow committee members: Senator Jean-Guy Dagenais from Quebec, deputy chair; Senator Peter Boehm representing Ontario, who will be here shortly; Senator Pierre-Hugues Boisvenu representing Quebec; Senator Marty Deacon representing Ontario; Senator Mobina Jaffer representing British Columbia; Senator Larry Smith representing Quebec; and Senator Hassan Yussuff representing Ontario.

We are continuing our study on security and defence in the Arctic, including military infrastructure and security capacity.

This is our fourth meeting. In our first meeting, we heard from senior federal public servants and senior members of the Department of National Defence, who provided an overview of security and defence-related threats to the Canadian Arctic. In our second meeting, we heard from expert witnesses on the geopolitics of the Arctic, and we heard a second panel on governance and cooperation in the Arctic.

Last week, in our third meeting, we shifted focus to geopolitical competition in the Arctic with a focus on Russia's strategy — a session that, like some of our earlier ones, brought a bit of a sharper edge to our discussion, if I could put it that way.

Today, we continue our focus on geopolitical competition in the Arctic and its impact on security and international cooperation, specifically today, focusing on the interests of non-Arctic states, such as China, in the Arctic.

In the first panel, we welcome Mr. Guy Saint-Jacques, Former Canadian Ambassador to China from 2012 to 2016; Dr. Jessica M. Shadian, President and CEO, Arctic 360; and Dr. Ron Wallace, Fellow, Canadian Global Affairs Institute.

Thank you all for joining us today by video conference. We'll now begin by inviting you to provide your remarks, to be followed by questions from our members. We will open the day

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le lundi 2 mai 2022

Le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense se réunit aujourd'hui, à 14 h 1 (HE), avec vidéoconférence, pour examiner les questions relatives à la sécurité et à la défense dans l'Arctique et en faire rapport.

Le sénateur Tony Dean (*président*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

Le président : Bienvenue à cette séance du Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense. Je m'appelle Tony Dean et je suis le président du comité. Je suis accompagné aujourd'hui des autres membres du comité : le sénateur Jean-Guy Dagenais, du Québec, vice-président; le sénateur Peter Boehm, de l'Ontario, qui sera là sous peu; le sénateur Pierre-Hugues Boisvenu, du Québec; la sénatrice Marty Deacon, de l'Ontario; la sénatrice Mobina Jaffer, de la Colombie-Britannique; le sénateur Larry Smith, du Québec; le sénateur Hassan Yussuff, de l'Ontario.

Nous poursuivons l'étude de la sécurité et de la défense dans l'Arctique, qui porte notamment sur l'infrastructure militaire et les capacités en matière de sécurité.

C'est notre quatrième séance. Lors de la première, nous avons entendu des cadres supérieurs fédéraux et des hauts représentants du ministère de la Défense nationale. Ils nous ont donné un aperçu des menaces qui pèsent sur la sécurité et la défense dans l'Arctique canadien. À la deuxième séance, des témoins experts nous ont parlé de la géopolitique de l'Arctique, et un deuxième groupe de témoins nous a entretenus de la gouvernance et de la coopération dans l'Arctique.

La semaine dernière, à la troisième séance, nous nous sommes intéressés à la concurrence géopolitique dans l'Arctique, l'accent étant mis sur la stratégie de la Russie. Cette séance, comme certaines des précédentes, nous a permis d'avoir une discussion un peu plus incisive, si je peux m'exprimer de la sorte.

Aujourd'hui, nous nous intéressons toujours à la concurrence géopolitique dans l'Arctique et à ses répercussions sur la sécurité et la coopération internationale, plus particulièrement aujourd'hui, en nous attardant aux intérêts dans l'Arctique d'États qui ne font pas partie de cette région, comme la Chine.

Dans le premier groupe de témoins, nous accueillons M. Guy Saint-Jacques, ancien ambassadeur du Canada en Chine de 2012 à 2016, Mme Jessica M. Shadian, présidente et cheffe de la direction, Arctic 360, et M. Ron Wallace, associé, Institut canadien des affaires mondiales.

Merci à vous tous de vous joindre à nous par vidéoconférence. Nous allons commencer par vous inviter à présenter votre exposé, après quoi les membres du comité vous poseront des

with Mr. Saint-Jacques. Great to see you again. Welcome to the committee. You may begin whenever you're ready.

Guy Saint-Jacques, Former Canadian Ambassador to China (2012-2016), as an individual: Thank you, chair. It's good to see you and members of your committee that I have met over the years.

[Translation]

Good afternoon, everyone. Thank you for inviting me to testify before your committee.

I will focus on three issues today: China's interest in the Arctic, cooperation between Canada and China, and what the future holds.

[English]

Regarding China's interest in Arctic questions, as you probably already know, China started its research program in Antarctica in the 1980s, which it expanded significantly in the 1990s with permanent research stations. China explains its interest in the Arctic because of the potential impact of climate change on the country. In this regard, China, like many other countries, already experiences more frequent freak weather events such as large floods, heat waves, and so on.

The northern part of China is getting dryer, not to mention that there are legitimate concerns with sea rising levels for coastal cities like Shanghai.

The government is preoccupied on the impact this could have on food production, infrastructure and similar issues. Also, because of strong public pressure on the impact of air and water pollution on health, the Chinese government had no choice but to make a 180-degree turnaround when it announced, in October 2013, its ecological civilization policy and started to invest heavily in renewable technologies and environmental protection. However, China remains a land of paradox as heavy reliance on coal makes it the first emitter of greenhouse gases in the world.

After a sustained campaign, China finally obtained observer status at the Arctic Council in 2013. China also published its first official Arctic Policy in 2018 which outlines some of its goals, but it doesn't address security issues.

China defines itself as a near-Arctic state despite the fact that it's about 1,500 kilometres away from the Arctic. Using the same rezoning, Canada could claim to be a near-Asian state.

questions. Nous entendrons d'abord M. Saint-Jacques. C'est un plaisir de vous revoir. Bienvenue au comité. Vous pouvez commencer dès que vous serez prêt.

Guy Saint-Jacques, ancien ambassadeur du Canada en Chine (2012-2016), à titre personnel : Merci, monsieur le président. Je suis heureux de vous voir, vous et les membres du comité que j'ai rencontrés au fil des ans.

[Français]

Bonjour à tous. Merci de l'invitation à témoigner devant votre comité.

Aujourd'hui, je vais soulever trois questions : l'intérêt de la Chine pour l'Arctique, la coopération entre le Canada et la Chine et ce que nous réserve l'avenir.

[Traduction]

À propos de l'intérêt de la Chine pour l'Arctique, comme vous le savez probablement déjà, la Chine a lancé son programme de recherche en Antarctique dans les années 1980, programme auquel elle a donné beaucoup plus d'ampleur dans les années 1990, installant même des stations de recherche permanentes. Elle explique son intérêt pour l'Arctique par l'impact que les changements climatiques peuvent avoir chez elle. À cet égard, la Chine, comme beaucoup d'autres pays, connaît déjà des phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents, comme de grandes inondations, des vagues de chaleur et ainsi de suite.

La partie nord de la Chine devient plus sèche et la montée du niveau de la mer suscite des préoccupations légitimes pour des villes côtières comme Shanghai.

Le gouvernement est préoccupé par les répercussions possibles sur la production alimentaire et les infrastructures et par d'autres problèmes du même ordre. De plus, en raison des fortes pressions exercées par le public au sujet de l'impact de la pollution de l'air et de l'eau sur la santé, le gouvernement chinois n'a eu d'autre choix que de faire volte-face, et il a annoncé en octobre 2013 sa politique de civilisation écologique et a commencé à investir massivement dans les technologies d'énergie renouvelable et la protection de l'environnement. Cependant, la Chine n'en est pas à un paradoxe près, car sa forte dépendance au charbon en fait le premier émetteur de gaz à effet de serre au monde.

Après une campagne soutenue, la Chine a fini par obtenir le statut d'observateur au Conseil de l'Arctique en 2013. Elle a également publié sa première politique officielle sur l'Arctique en 2018, politique qui définit certains objectifs, mais n'aborde pas les questions de sécurité.

La Chine se définit comme un État quasi arctique malgré le fait qu'elle se trouve à environ 1 500 kilomètres de l'Arctique. S'il appliquait la même logique, le Canada pourrait prétendre être un État quasi asiatique.

To conclude this section, we should not forget that China is also interested in the Arctic as a source of minerals and food, especially fish. In this regard, getting better information on summer sea ice retreat is important for future harvesting activities.

In terms of minerals, I would like to underline how systematic China has been in acquiring supplies of critical minerals. This is one of the main objectives of the polar Silk Road initiative which has been tagged to the Belt and Road Initiative launched by Xi Jinping in 2013.

[Translation]

Concerning bilateral cooperation on Arctic issues, I would like to provide a brief historical overview. The first Canada-China workshop on the Arctic was held in February 2010, followed by a second one, in 2012, in Halifax. When I became ambassador to China, in October 2012, it was clear that China wanted to increase its collaboration with Canada and get our support to join the Arctic Council as an observer.

Why collaborate with China? Arctic countries came to the conclusion that support from non-Arctic states was needed to agree on measures that would apply to the offshore area — the area beyond 200 miles. That applies especially to fisheries resources in the central part of the Arctic Ocean.

When I was ambassador, China was very interested in developing military exchanges with us, and it was showing an interest in attending Canada's military exercises in the north. I always cautioned National Defence about that, as the strategic value of such participation would give China a better knowledge of the extent of our activities in the north.

I also have an anecdote for you. In 2015, I made a presentation on Canadian Arctic policy at the Research Institute of Polar Law and Politics of the Ocean University of China in Qingdao, one of the main centres for polar studies in China. During discussions, the institute director told me that he was planning, along with some 50 researchers and support staff, to establish a research station on Herschel Island, in the Yukon, the following year. He was proud to say that this would create jobs for local Indigenous populations. I then asked him whether he had discussed the project with anyone on the Canadian side, saying that the Canadian government may have an opinion on the matter. That hadn't crossed his mind.

Pour conclure à ce sujet, il ne faut pas oublier que la Chine s'intéresse également à l'Arctique en tant que source de minéraux et de ressources alimentaires, notamment le poisson. À cet égard, il est important, pour les futures activités de pêche, d'obtenir de meilleurs renseignements sur le retrait estival des glaces de mer.

Quant aux minéraux, je souligne que la Chine a systématiquement fait l'acquisition de minéraux critiques. Il s'agit de l'un des principaux objectifs de l'initiative de la « Route polaire de la soie », qui s'est greffée au projet La ceinture et la route lancée par Xi Jinping en 2013.

[Français]

Maintenant, en ce qui concerne la coopération bilatérale sur les questions arctiques, j'aimerais faire un bref rappel historique. Le premier atelier sino-canadien sur l'Arctique a eu lieu en février 2010, suivi d'un deuxième, en 2012, à Halifax. Au moment où je suis devenu ambassadeur en Chine, en octobre 2012, il était clair que la Chine voulait accroître sa collaboration avec le Canada et obtenir notre appui pour se joindre au Conseil de l'Arctique en tant qu'observateur.

Pourquoi collaborer avec la Chine? En fait, les pays arctiques étaient venus à la conclusion qu'il fallait avoir l'appui d'États non arctiques pour s'entendre sur des mesures qui s'appliqueraient à la zone en haute mer, c'est-à-dire la zone au-delà des 200 milles. Cela s'applique particulièrement aux ressources halieutiques dans la partie centrale de l'océan Arctique.

Quand j'étais ambassadeur, la Chine souhaitait beaucoup développer avec nous des échanges militaires, et manifestait un intérêt pour assister aux exercices militaires canadiens dans le Nord. J'ai toujours recommandé la prudence à la Défense nationale à cet égard, à cause de la valeur stratégique d'une telle participation qui permettrait à la Chine de mieux connaître l'étendue de nos activités dans le Nord.

Laissez-moi aussi vous raconter une anecdote : en 2015, j'étais allé faire une présentation sur la politique canadienne sur l'Arctique à l'Institut sur le droit polaire et la recherche en politiques à l'Université océanique de Qingdao, l'un des principaux centres sur les études polaires en Chine. Lors des discussions, le directeur de l'institut m'a avisé qu'il planifiait, avec une cinquantaine de chercheurs et du personnel de soutien, d'établir une station de recherche à l'île Herschel, au Yukon, l'année suivante. Il était fier d'indiquer que cela créerait de l'emploi pour les populations autochtones locales. Je lui ai alors demandé s'il avait discuté du projet avec qui que ce soit du côté canadien, en indiquant que le gouvernement canadien pourrait

I also want to say that the governments of Yukon and Northwest Territories have gone on a number of missions to China to try to develop trade relations and attract Chinese investment.

[English]

Let me now turn to the last part, namely, what to watch in the future.

We have been able in the last few years to better understand the direction that President Xi Jinping has given to the country. For instance, we see a China that is a lot more assertive and aggressive on the international scene and determined to acquire, by all means, the resources essential to its development.

It should be noted that China has never taken a position on the Northwest Passage. If China were to claim access, it would weaken its position in the South and East China Seas.

Let me also remind you that, in July 2016, China rejected the decision of the international tribunal set up under the Convention on the Law of the Sea concerning its artificial islands building in the South China Sea.

[Translation]

Finally, China's global strategic partnership with Russia, announced on February 4 of this year, is troubling and may affect the development of the Arctic. So far, the majority of Chinese investments in the Arctic have been made in Russia, mostly to build infrastructure and to extract natural resources.

Should Russia remain apprehensive of Chinese goals in the Arctic out of fear of internationalizing the region, its isolation following the invasion of Ukraine could force it to collaborate more with the Middle Empire.

When it comes to Canada, we may have an opportunity here to make China understand that it is in its interest to work with us more than with Russia.

Thank you for your attention. I will be pleased to answer your questions.

[English]

The Chair: Thank you, Mr. Saint-Jacques.

Next we will hear from Dr. Jessica Shadian.

Jessica M. Shadian, President and CEO, Arctic 360, as an individual: Thank you, all, for having me here today.

peut-être avoir un point de vue sur la question; cela ne lui était pas venu à l'esprit.

Je dois aussi indiquer que les gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest ont effectué plusieurs missions en Chine pour essayer de développer des liens commerciaux et attirer l'investissement chinois.

[Traduction]

Je passe à la dernière partie de mon exposé. Elle porte sur ce qu'il faut surveiller à l'avenir.

Ces dernières années, nous avons pu mieux comprendre l'orientation que le président Xi Jinping a donnée à son pays. Par exemple, nous voyons une Chine beaucoup plus affirmée et agressive sur la scène internationale et déterminée à acquérir, par tous les moyens, les ressources essentielles à son développement.

Il est à noter que la Chine n'a jamais pris position sur le passage du Nord-Ouest. Si elle en revendiquait l'accès, elle affaiblirait sa position dans les mers de Chine méridionale et orientale.

Permettez-moi également de vous rappeler qu'en juillet 2016, la Chine a rejeté la décision du tribunal international établi en vertu de la Convention sur le droit de la mer concernant la construction d'îles artificielles dans la mer de Chine méridionale.

[Français]

Enfin, le partenariat stratégique global de la Chine avec la Russie, annoncé le 4 février dernier, est inquiétant et peut avoir des conséquences sur le développement de l'Arctique. À ce jour, la majorité des investissements chinois dans l'Arctique ont été faits en Russie, surtout pour construire des infrastructures et pour extraire des ressources naturelles.

Si la Russie reste appréhensive quant aux visées chinoises en Arctique par crainte d'internationaliser la région, son isolement à la suite de l'invasion de l'Ukraine pourrait la forcer à collaborer davantage avec l'empire du Milieu.

En ce qui concerne le Canada, il y a peut-être là une occasion de faire comprendre à la Chine qu'il est dans son intérêt de s'engager davantage avec nous qu'avec la Russie.

Merci de votre attention. Je serai heureux de répondre à vos questions.

[Traduction]

Le président : Merci, monsieur Saint-Jacques.

Nous entendrons maintenant Mme Jessica Shadian.

Jessica M. Shadian, présidente et cheffe de la direction, Arctic 360, à titre personnel : Merci à tous de m'avoir invitée.

Russia's invasion of Ukraine has fundamentally changed Arctic politics. In Canada, this means we are seeing a heightened urgency to focus on priorities that should have been in place prior to now.

I'm going to touch on several topics: The Arctic Council, geopolitical shifts, energy security and diplomacy.

The Chair: Sorry, Dr. Shadian. Could you hold your microphone a little closer to your mouth? That will help with the sound quality.

Ms. Shadian: Is this better? Do you want me to start over?

The Chair: If you wouldn't mind.

Ms. Shadian: Russia's invasion of Ukraine has fundamentally changed Arctic politics. In Canada, this means we are seeing heightened urgency to focus on priorities that should have been in place prior to now.

I will touch on several topics: Arctic Council, geopolitical shifts, energy security and diplomacy.

The Arctic Council.

Returning to formal diplomatic relations with Russia is not going to happen soon; thus, an Arctic Council that fully includes Russia is not near-term. Beyond the Arctic Council's states and the permanent participants are the Arctic Council observer states.

When Russia invaded Crimea and the West placed sanctions on Russia, we saw that China stepped in to fill that void.

China's investments into Russian Arctic infrastructure and energy projects are now accelerating amidst new sanctions. What does this mean, given that China has observer state status on the Arctic Council? India, similarly, refuses to place sanctions on Russia and India is also an observer state to the Arctic Council.

If we add to this that Sweden and Finland are moving toward joining NATO, and while security was never part of the Arctic Council mandate, it has been argued that bringing NATO's activities into the Arctic realm would jeopardize the achieved peaceful cooperation that the Arctic Council has created for the region.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a fondamentalement changé la politique dans l'Arctique. Au Canada, cela signifie qu'il est de plus en plus urgent de se concentrer sur les priorités qui auraient dû être en place avant aujourd'hui.

Je vais aborder plusieurs sujets : le Conseil de l'Arctique, les changements géopolitiques, la sécurité énergétique et la diplomatie.

Le président : Désolé, madame Shadian. Pourriez-vous placer votre microphone un peu plus près de votre bouche? La qualité du son sera meilleure.

Mme Shadian : Est-ce mieux? Voulez-vous que je recommence?

Le président : Si vous n'y voyez pas d'inconvénient.

Mme Shadian : L'invasion de l'Ukraine par la Russie a fondamentalement changé la politique dans l'Arctique. Au Canada, cela signifie qu'il est de plus en plus urgent de se concentrer sur les priorités qui auraient dû être en place avant aujourd'hui.

Je vais aborder plusieurs sujets : le Conseil de l'Arctique, les changements géopolitiques, la sécurité énergétique et la diplomatie.

D'abord, le Conseil de l'Arctique.

Le retour à des relations diplomatiques officielles avec la Russie ne se fera pas de sitôt; par conséquent, un Conseil de l'Arctique où la Russie serait pleinement présente n'est pas envisageable à court terme. Outre les États du Conseil de l'Arctique et les participants permanents, il y a les États observateurs.

Lorsque la Russie a envahi la Crimée et que l'Occident a imposé des sanctions à la Russie, la Chine est intervenue pour combler le vide.

Les investissements de la Chine dans les infrastructures et les projets énergétiques de la Russie dans l'Arctique s'accroissent maintenant en raison des nouvelles sanctions. Qu'est-ce que cela signifie, étant donné que la Chine a le statut d'État observateur au Conseil de l'Arctique? De même, l'Inde refuse d'imposer des sanctions à la Russie, et elle est également un État observateur au Conseil de l'Arctique.

Si nous ajoutons à cela que la Suède et la Finlande s'apprêtent à se joindre à l'OTAN, et bien que la sécurité n'ait jamais fait partie du mandat du Conseil de l'Arctique, on a fait valoir que, si l'OTAN étendait ses activités dans l'Arctique la coopération pacifique que le Conseil de l'Arctique a établie pour la région en serait compromise.

Arctic geopolitics going forward will undoubtedly be tied to NATO geopolitics. Then how do these NATO realities and an Arctic Council that may not include Russia, but does include China for example as an observer state, then complicate a future functioning Arctic Council? It's too soon to tell but, really, there is a larger issue here at play; that is, what an uncertain Arctic Council means for Canada's Arctic foreign policy focus.

Canada has put most of its foreign policy toward the Arctic Council. By doing so, Canada has become increasingly out of step with the changing Arctic geopolitics that have been under way for more than a decade.

In terms of international Arctic security cooperation, once Sweden and Finland join NATO — if they do — it will likely increase NATO's already growing focus on the Arctic. Its 2030 report called for creating an Arctic strategy, so perhaps this will be realized.

In short, we can assume there will be more security cooperation in the Arctic than we have seen to date.

We should be reminded that, next to Russia, Canada has the largest Arctic Ocean coastline and rivals only Russia in terms of its size as an Arctic state. Canada will need to lead in concert with its geographic size, not least because it is how Canada can hope to ensure its Arctic sovereignty and security, yet Canada's Arctic is also critical to regional security.

Without Canadian leadership, other like-minded Arctic and non-Arctic states will seek then to fill that void, not least to offset efforts of non-like-minded states engagements in the region. For example, the AUKUS agreement announcement seemed to coincide almost directly with a top U.K. military commander offering to, "help Canada do what it needs to do as an Arctic country."

Non-Arctic states, like China, as was mentioned, may or may not decide in the future whether to seek approval to transit the Northwest Passage. What happens if they do not ask for permission? If they do, is Canada even in a position to say no?

Without massive multi-purpose and strategic infrastructure and defence investments — but also proactive diplomatic efforts — our ability to defend our security and sovereignty are compromised. This gets to Canada's Arctic diplomacy. Again, it can not only be about the Arctic Council. Around the Arctic, and even beyond, diplomatic cooperation exists outside the Arctic

À l'avenir, la géopolitique de l'Arctique sera sans aucun doute liée à la géopolitique de l'OTAN. Ensuite, comment ces réalités de l'OTAN et d'un Conseil de l'Arctique où la Russie ne serait peut-être pas présente tandis que la Chine y siègerait à titre d'observateur peuvent-elles compliquer à l'avenir l'existence d'un Conseil de l'Arctique fonctionnel? Il est trop tôt pour le dire, mais, en réalité, il y a un enjeu plus vaste : que veut dire pour la politique étrangère du Canada en Arctique cette incertitude qui plane sur le Conseil de l'Arctique?

Le Canada a axé la majeure partie de sa politique étrangère sur le Conseil de l'Arctique. Il est ainsi devenu de plus en plus déphasé par rapport à l'évolution, sur plus d'une décennie, de la géopolitique de l'Arctique.

Quant à la coopération internationale en matière de sécurité dans l'Arctique, une fois que la Suède et la Finlande se joindront à l'OTAN — si elles le font —, il est probable que l'OTAN s'intéressera de plus en plus à l'Arctique. Son rapport *OTAN 2030* prévoyait l'élaboration d'une stratégie pour l'Arctique. Elle verra peut-être le jour.

Bref, nous pouvons présumer qu'il y aura plus de coopération en matière de sécurité dans l'Arctique que nous n'en avons vu jusqu'à maintenant.

Il ne faut pas oublier que, après la Russie, c'est le Canada qui possède le plus long littoral sur l'Arctique et il ne rivalise qu'avec la Russie pour ce qui est de sa taille comme État de l'Arctique. Il devra jouer un rôle de chef de file à la mesure de sa superficie, notamment parce que c'est ainsi qu'il peut espérer assurer sa souveraineté et sa sécurité dans l'Arctique. Pourtant, l'Arctique canadien est également un élément essentiel à la sécurité de la région.

Sans le leadership du Canada, d'autres États de l'Arctique aux vues similaires et des États qui ne sont pas de l'Arctique chercheront à combler ce vide, notamment pour compenser les efforts déployés par des États qui ne partagent pas les mêmes vues dans la région. Par exemple, l'annonce de l'accord de l'AUKUS a semblé coïncider presque directement avec l'offre d'un commandant militaire britannique qui a proposé d'aider le Canada à faire ce qu'il doit faire en tant que pays de l'Arctique.

Les États non arctiques, comme la Chine, on l'a dit, peuvent ou non décider à l'avenir de demander l'autorisation de transiter par le passage du Nord-Ouest. Que se passera-t-il s'ils ne demandent pas la permission? En pareil cas, le Canada est-il même en mesure de dire non?

Sans investissements massifs dans l'infrastructure polyvalente et stratégique et dans la défense, mais aussi sans efforts diplomatiques proactifs, notre capacité de défendre notre sécurité et notre souveraineté est compromise. Cela nous ramène à la diplomatie canadienne dans l'Arctique. Encore une fois, il ne faut pas s'en tenir au seul Conseil de l'Arctique. Autour de

Council from the Barents Euro-Arctic Council, Nordic Arctic Cooperation Programme, et cetera.

In the North American Arctic — Alaska, Canada and Greenland — there is a lot of movement toward strengthened collaboration. However, I would say — beyond the Inuit — the vast majority of that is actually between Greenland and the U.S. While Canada and the United States have signed, for example, a critical minerals agreement, the U.S. has a separate critical minerals agreement with Greenland.

Herein, I think, lies Greenland's global geopolitical significance. Like Canada's north, Greenland has a plethora of critical minerals that the world needs and wants and is trying to secure. Consequently, global energy security, and thus national security issues, are playing out not only in Greenland but the whole of the North American Arctic.

For example, Greenland's minerals are crucial for the U.S. as they seek to pivot away from reliance on China. At the same time, China wants Greenland's critical minerals. Akin to the Canadian Arctic, China has actively sought to invest in Greenlandic infrastructure and mining projects. The U.S. has been extremely overt in forcing out Chinese investment through working with Denmark.

Yet, the U.S. has also been very successful in deepening its relations with Greenland via a very enthusiastic soft diplomacy. This has included supplying Greenland with aid money to strengthen collaboration in mining research, but also through formal diplomatic presence in Nuuk, five full-time staff, which now sit next to Iceland and will soon include the EU and U.K.

It does not take much imagination to connect world events to on-the-ground conversations in Nuuk and without Canada.

Greenland has existing and new diplomatic outposts around the world in Brussels, China and Iceland. Then the U.S. and Canadian representation sit in Washington, D.C.

Thus, my recommendations are the following: strengthen North American Arctic cooperation, the more institutionalized the better; create a full-time, diplomatic post in Nuuk and lobby for Greenland to open its own, separate representation in Canada; strengthen Arctic-specific diplomacy with Nordic Arctic cooperation; ensure our critical minerals strategy focus is on our north; use our mineral advantage in strengthening bilateral and sub-regional Arctic cooperation; formulate an Arctic foreign policy to define Canada's role that it will assume in the region,

l'Arctique, et même au-delà, une coopération diplomatique existe en dehors de ce conseil. Pensons au Conseil euro-arctique de la mer de Barents, au programme de coopération nordique arctique et à tout le reste.

Dans l'Arctique nord-américain — l'Alaska, le Canada et le Groenland —, il y a beaucoup de mouvement vers une collaboration renforcée. Je dirais néanmoins que — abstraction faite des Inuits — la grande majorité des échanges se font entre le Groenland et les États-Unis. Bien que le Canada et les États-Unis aient signé un accord sur les minéraux critiques, par exemple, les États-Unis ont conclu un accord distinct avec le Groenland.

C'est là que réside l'importance géopolitique mondiale du Groenland. À l'instar du Nord canadien, le Groenland possède une pléthore de minéraux essentiels dont le monde a besoin, qu'il veut et qu'il essaie de protéger. Par conséquent, la sécurité énergétique mondiale, et donc les questions de sécurité nationale, se jouent non seulement au Groenland, mais aussi dans l'ensemble de l'Arctique nord-américain.

Par exemple, les minéraux du Groenland sont cruciaux pour les États-Unis, qui cherchent à s'affranchir de leur dépendance à l'égard de la Chine. En même temps, la Chine veut les minéraux critiques du Groenland. Comme elle l'a fait dans l'Arctique canadien, la Chine cherche activement à investir dans les infrastructures et les projets miniers du Groenland. Les États-Unis ont très ouvertement cherché à exclure les investissements de la Chine en collaborant avec le Danemark.

Pourtant, les États-Unis ont aussi très bien réussi à approfondir leurs relations avec le Groenland grâce à une diplomatie douce et très enthousiaste. Ils lui ont notamment fourni des fonds pour renforcer la collaboration dans la recherche minière et ils ont assuré une présence diplomatique officielle à Nuuk, avec un effectif de cinq personnes à temps plein, qui siègent maintenant aux côtés de représentants de l'Islande et, bientôt, de l'Union européenne et du Royaume-Uni.

Il ne faut pas beaucoup d'imagination pour relier des événements mondiaux à des échanges sur le terrain à Nuuk, sans la présence du Canada.

Le Groenland a des avant-postes diplomatiques existants et il en a de nouveaux à Bruxelles, en Chine et en Islande. Et les représentants des États-Unis et du Canada siègent à Washington.

Mes recommandations sont donc les suivantes : renforcer la coopération nord-américaine dans l'Arctique, et plus elle sera institutionnalisée, mieux ce sera; créer un poste diplomatique à temps plein à Nuuk et exercer des pressions pour que le Groenland ait sa propre représentation distincte au Canada; renforcer la diplomatie propre à l'Arctique avec la coopération des pays nordiques de l'Arctique; veiller à ce que notre stratégie sur les minéraux critiques soit axée sur notre Nord; utiliser notre avantage minier pour renforcer la coopération bilatérale et sous-

specific areas of leadership, including regional collaboration and domestic contributions, e.g. infrastructure; support a policy-focused Arctic think tank — Arctic360 comes to mind — to undertake proactive tracks 1.5 and 2.0 Arctic diplomacy here in Canada on the global stage; and, last, create an Arctic ambassador that is separate from Canada's SAO.

Thank you.

The Chair: Thank you very much, Dr. Shadian. If you could, as we go forward, have the microphone closer to your mouth and slow down a bit, if you would.

Our last witness on this panel is Dr. Ron Wallace.

Dr. Wallace, you may begin. Thank you for joining us today.

Ron Wallace, Fellow, Canadian Global Affairs Institute, as an individual: Thank you so much for this opportunity to present to you today.

First, I want to endorse the thoughts of Ambassador Saint-Jacques and by Dr. Shadian. We obviously didn't collaborate before our presentation, but I can't imagine a better alignment for what I'm about to say to underline their presentations.

My presentation is focused not on military strategic political developments in the Russian Arctic. It's focused on Russian-Chinese economic cooperation in the Arctic region. I submitted a presentation that has some illustrations, which I'm assuming has been made available to the committee.

Following the collapse of the Soviet Union, the Russian Federation has invested extensively in Arctic oil and gas production facilities, some of which I worked at quite extensively over a period of five years in the Yamal region.

In the material that I presented to you, I gave you an illustration of the gigantic LNG gas facilities at Sabetta and Yamal, that's currently operated by Yamal LNG.

Significantly, this very material US \$27 billion facility is owned by the Russian independent gas producer Novatek, 50%; TotalEnergies, 20%; but most significantly CNCP, 20% and China's Silk Road Fund at around 10%. That means that that facility is 30% owned by Chinese interests.

This enormous Russian gas export facility, supported by Western and Chinese investment, demonstrates the nature and the degree of Russian Arctic investment in hydrocarbon

régionale dans l'Arctique; formuler une politique étrangère pour l'Arctique afin de définir le rôle que le Canada assumera dans la région, des domaines particuliers de leadership, y compris la collaboration régionale et les contributions nationales, par exemple en matière d'infrastructure; appuyer un groupe de réflexion sur l'Arctique axé sur la politique — Arctic 360 vient à l'esprit — pour pratiquer une diplomatie des voies proactives 1.5 et 2.0 pour l'Arctique au Canada et sur la scène mondiale; enfin, créer un poste d'ambassadeur de l'Arctique distinct de celui du haut représentant du Canada pour l'Arctique.

Merci.

Le président : Merci beaucoup, madame Shadian. Pour la suite de la séance, auriez-vous l'obligeance de rapprocher le microphone de votre bouche et de ralentir un peu le débit?

Le dernier témoin est M. Ron Wallace.

Monsieur Wallace, vous pouvez commencer. Merci de vous joindre à nous.

Ron Wallace, associé, Institut canadien des affaires mondiales, à titre personnel : Je vous remercie de cette occasion qui m'est donnée de m'adresser à vous.

D'abord, je tiens à appuyer les réflexions de l'ambassadeur Saint-Jacques et de Mme Shadian. De toute évidence, nous ne nous sommes pas concertés au préalable, mais je ne peux pas imaginer une meilleure convergence entre ce que je vais dire et leurs exposés.

Mon exposé ne porte pas sur les développements politiques, stratégiques et militaires dans l'Arctique russe, mais sur la coopération économique russo-chinoise dans l'Arctique. J'ai présenté un mémoire qui donne des exemples, et je suppose qu'il a été remis au comité.

Après l'effondrement de l'Union soviétique, la Fédération de Russie a beaucoup investi dans des installations de production de pétrole et de gaz dans l'Arctique, dont certaines auxquelles j'ai beaucoup travaillé pendant cinq ans dans la région de Yamal.

Dans la documentation que je vous ai présentée, je vous ai donné un exemple des gigantesques installations de production de gaz naturel liquéfié à Sabetta et à Yamal, qui sont actuellement exploitées par Yamal LNG.

Chose importante, ces installations imposantes de 27 milliards de dollars américains sont la propriété du producteur gazier indépendant russe Novatek, à 50 %, de TotalEnergies, à 20 %, mais surtout de la CNCP, à 20 %, et du Fonds chinois de la Route de la soie, à environ 10 %. Cela signifie que ces installations appartiennent à 30 % à des intérêts chinois.

Ces énormes installations russes d'exportation de gaz, soutenues par des investissements occidentaux et chinois, montrent bien la nature et l'ampleur des investissements russes

development for export throughout the world. Recent events in Ukraine are materially altering Western investment in the Russian oil and gas sector. There are indications that Chinese interests may be contemplating expanding even further their financial interests in these facilities, which will result in gigantic breakdowns for Western oil and gas companies, and material opportunities for external investors who are maybe interested in taking over those Western interests.

Western oil and gas operations and corporations, as they face these material write-downs as they attempt to disassociate from these Arctic investments, are also going to face not just capital write-downs, but also write-downs in terms of their cash flows and their shareholder distributions because of the loss of access to those facilities and to those export markets.

These developments mark a significant turning point in Arctic resource development and for Western economic investment, for which Russia has now become a major international player.

One of the world's largest LNG projects now, Yamal LNG is currently developing the 4.6 billion barrels of oil-equivalent reserves from the giant onshore South Tambey gas and condensate field located near the Yamal Peninsula.

The material that I submitted had illustrations, but one example of the Russian ongoing commitment to Arctic LNG development, the Yamal LNG project, is now comprised of three liquefaction trains of 5.5 million tonnes per annum per LNG train, which is supported by a large operational fleet of Arc7 ice-class LNG tankers. These tankers delivered more than 100 LNG cargoes going east and west through the Russian sea route, with 7.5 million tonnes of LNG produced and delivered to five continents since the project's first shipment in 2017.

I will say that by 2021-22, 40 shipments were made, east alone, through the Arctic Sea Route, and more than 50 million tonnes have been delivered from Yamal worldwide since March 2021.

My presentation shows the ice breaking LNG tanker *Christophe de Margerie*, which is one of 15 world-class LNG tankers now traversing the Northern Sea Route, both east and west, and I have listed off the names of all those tankers for your interest.

In the recent past, Russia has invested significantly to develop, maintain and protect its Northern Sea Route. I'm not going to talk about the military aspects that have been associated with that; I'm sure you heard about it. But as the opening Arctic sea

dans l'Arctique pour la mise en valeur des hydrocarbures destinés à l'exportation dans le monde entier. Les événements récents en Ukraine ont des conséquences importantes pour les investissements occidentaux dans le secteur pétrolier et gazier de la Russie. Il semble que les intérêts chinois envisagent d'accroître encore davantage leur participation financière à ces installations, ce qui aura des conséquences gigantesques pour les sociétés pétrolières et gazières occidentales et ouvrira des possibilités considérables aux investisseurs étrangers qui souhaiteraient peut-être reprendre ces intérêts occidentaux.

Les sociétés pétrolières et gazières de l'Ouest, qui doivent absorber d'importantes pertes de valeur lorsqu'elles tentent de se départir de ces investissements dans l'Arctique, vont également devoir essuyer des pertes sur leurs immobilisations et assumer une diminution de leur trésorerie et des bénéfices remis aux actionnaires en raison de la perte d'accès à ces installations et à ces marchés d'exportation.

Ces faits marquent un tournant important dans la mise en valeur des ressources de l'Arctique et dans l'investissement économique de l'Ouest, pour lequel la Russie est devenue un acteur international important.

L'un des plus grands projets de GNL au monde à l'heure actuelle, Yamal LNG, exploite les 4,6 milliards de barils de réserves d'équivalent pétrole à partir du gisement géant de gaz et de condensat de Tambey-Sud, situé près de la péninsule de Yamal.

La documentation que j'ai soumise propose des illustrations, mais un exemple de l'engagement soutenu de la Russie dans l'exploitation du gaz naturel liquéfié dans l'Arctique, le projet de gaz naturel liquéfié de Yamal, comprend maintenant trois trains de liquéfaction de 5,5 millions de tonnes par an chacun. Le projet est appuyé par une importante flotte opérationnelle de méthaniers brise-glaces Arc7. Ces navires ont acheminé plus de 100 cargaisons de gaz naturel liquéfié vers l'est et l'ouest par la route maritime russe, et 7,5 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié ont été produites et livrées sur cinq continents depuis le premier chargement provenant du projet, en 2017.

Je dirai qu'en 2021-2022, 40 livraisons ont été faites, uniquement vers l'est, par la route maritime arctique, et plus de 50 millions de tonnes ont été livrées dans le monde entier à partir de Yamal depuis mars 2021.

Ma documentation montre le méthanier brise-glace *Christophe de Margerie*, qui est l'un des 15 méthaniers de classe mondiale qui traversent actuellement la route maritime du Nord, vers l'est et vers l'ouest, et j'ai énuméré les noms de tous ces pétroliers au cas où cela vous intéresserait.

Récemment, la Russie a beaucoup investi pour développer, entretenir et protéger sa route maritime du Nord. Je laisse de côté les aspects militaires qui ont été associés à cette route; je suis sûr que vous en avez entendu parler. Mais à mesure que les voies

lanes both to Asia and the West are developed, it is clear the Russians are prepared to maintain and to further develop those hydrocarbon export facilities from the Arctic.

These LNG sea routes, along with pipelines that reach into Western Europe from the Yamal and planned new pipelines to China from the eastern Sakhalin region constitute material export for the Russian Federation. Indeed, Russian exports would account for more than 40% of the Russian economy.

I presented some illustrations in my materials showing the Northern Sea Route in Russia operating east and west into Asia. I also showed the European gas pipeline system that extended into Western Europe, and, of course, the now famous Nord Stream 1 and 2 pipelines running directly into Germany.

As these figures illustrate, Russia has developed an immense Arctic hydrocarbon production infrastructure with capabilities allowing them to export by both sea and land.

While recent events have shaken global financial and energy markets, Western corporate interests in these projects are now very much in flux; however, Asian interests continue unabated, and in fact, will probably materially and significantly increase.

In concluding, I will bring attention to recent deliveries from China for huge topside Arctic production facilities for the Arctic LNG 2 system developed by Novatek at the Belokamenka gas field delivered from China, fully constructed, and installed in Belokamenka via the Northern Sea Route. This recent development indicates that Chinese interests not only in investment but also in production construction and operation are accelerating. I see no indications that the current situation in Ukraine will diminish those Asian interests in those Russian export capacities from the Arctic.

My last words are that following my time at the National Energy Board, I was appointed to the Inuvialuit's Environmental Impact Screening Committee based in Inuvik that deals with these Arctic developments.

I can pass on to you an anecdotal story of how the people in Tuktoyaktuk awoke one morning to find a Chinese icebreaker, the *Snow Dragon 2*, sitting in their port unannounced. That caused tremendous excitement among the Inuvialuit and should be causing tremendous excitement in the Canadian government as we go forward. It shows, as Ambassador Saint-Jacques so eloquently indicated, that the Chinese have only just begun their interests in the Canadian Arctic.

maritimes de l'Arctique vers l'Asie et l'Ouest s'ouvrent, il est clair que les Russes sont prêts à maintenir et à développer davantage ces installations d'exportation d'hydrocarbures de l'Arctique.

Ces routes maritimes de gaz naturel liquéfié, ainsi que les pipelines qui vont en Europe de l'Ouest à partir de Yamal et les nouveaux pipelines prévus vers la Chine à partir de l'est de la région de Sakhaline, constituent un potentiel d'exportation important pour la Fédération de Russie. En effet, ces exportations représenteraient plus de 40 % de l'économie russe.

Dans ma documentation, j'ai présenté des illustrations de la route maritime du Nord en Russie, qui s'étend à l'est et à l'ouest jusqu'en Asie. J'ai également montré le réseau européen de gazoducs qui s'étend jusqu'en Europe de l'Ouest et, bien sûr, le désormais célèbre réseau Nord Stream 1 et 2 qui se rend directement en Allemagne.

Comme le montrent ces illustrations, la Russie a mis en place une immense infrastructure de production d'hydrocarbures dans l'Arctique, assortie de moyens d'exportation par voie maritime et terrestre.

Les événements récents ont ébranlé les marchés financiers et énergétiques mondiaux, et les intérêts des sociétés occidentales dans ces projets sont maintenant très instables; cependant, les intérêts asiatiques se maintiennent et, en fait, augmenteront probablement de façon importante.

En conclusion, j'attirerai l'attention sur les livraisons récentes de la Chine pour la construction d'énormes installations de production de pointe dans l'Arctique, celles du projet Arctic LNG 2, réalisé par Novatek dans le champ gazier de Belokamenka. Tout a été livré de Chine par la route maritime du Nord, entièrement construit et installé à Belokamenka. Cette évolution récente montre que les intérêts chinois, non seulement dans l'investissement, mais aussi dans la production, la construction et l'exploitation prennent de l'ampleur. Je ne vois rien qui montrerait que la situation actuelle en Ukraine fera reculer les intérêts asiatiques à l'égard de ces capacités d'exportation russes dans l'Arctique.

Je terminerai en disant que, après avoir travaillé à l'Office national de l'énergie, j'ai été nommé au Comité d'étude des répercussions environnementales des Inuvialuit, à Inuvik, qui s'occupe de ces projets dans l'Arctique.

À ce propos, je peux vous raconter une anecdote : un beau matin, les habitants de Tuktoyaktuk ont trouvé au réveil un brise-glace chinois, le *Snow Dragon 2*, dans leur port sans qu'il ait été annoncé. Cela a suscité énormément d'enthousiasme chez les Inuvialuit et cela devrait en susciter autant au sein du gouvernement du Canada, car cela montre, comme l'a si bien dit l'ambassadeur Saint-Jacques, que les Chinois commencent tout juste à s'intéresser à l'Arctique canadien.

Thank you for the opportunity to speak to you, and I'll be prepared to answer any questions.

The Chair: Thank you, Dr. Wallace. That's a very interesting image to leave us with at the end of your statement.

I will now proceed to questions, and the first question goes to our deputy chair, Senator Dagenais.

[Translation]

Senator Dagenais: My first question is for Mr. Saint-Jacques.

Mr. Saint-Jacques, it is always a pleasure to see you. In 2018, China proclaimed itself a near-Arctic state. I would like to know what your understanding of that statement is. How does China benefit or hope to benefit from that statement? What are the consequences of those Chinese intentions for Canada?

Mr. Saint-Jacques: Thank you, Senator Dagenais. China declared itself a near-Arctic state to try to justify its interest in the Arctic, as a number of concerns were raised after icebreaker *Xue Long* visited Tuktoyaktuk, in 1999.

As I was saying earlier, China is trying to justify this by saying that what is happening in the Arctic affects the global climate and that it's entirely legitimate for it to try to study what is happening in the region, but I think that China's main interest is access to resources. I remember having discussions in Beijing. Of course, China consumes a tremendous amount of seafood. If we look at the map of the Arctic, there is an entire region in central Arctic that is not under any national jurisdiction. International discussions were held on that to try to develop a treaty to regulate fishing, but I am worried that we will quickly start seeing Chinese fishing vessels going that far.

On the other hand, as I said earlier, China is trying to get its hands on as many mineral resources as possible. It knows there are a number of strategic minerals and rare earths in the Canadian Arctic. We know that a Chinese mining company was also interested in purchasing a gold mine in Canada's north. That purchase proposal was rejected for good reasons, owing to the closeness of our radar station in that part of the Arctic. I think that all this shows the growing interest of China, which is first and foremost looking to ensure its access to future resources. There you have it.

Senator Dagenais: My second question is for Ms. Shedian. We know that Prime Minister Harper attributed a high level of importance to the Arctic. That doesn't seem to be the case with the current Prime Minister, despite the many messages that have been sent, including by the Senate. However, when he was

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de m'adresser à vous. Je suis prêt à répondre à vos questions.

Le président : Merci, monsieur Wallace. Vous avez terminé votre exposé par une image saisissante.

Nous allons maintenant passer aux questions, dont la première sera posée par le vice-président, le sénateur Dagenais.

[Français]

Le sénateur Dagenais : Ma première question s'adresse à M. Saint-Jacques.

Monsieur Saint-Jacques, c'est toujours un plaisir de vous rencontrer. En 2018, la Chine s'est proclamée pays quasi arctique. J'aimerais savoir ce que vous comprenez de cette affirmation. Quel avantage la Chine tire-t-elle ou espère-t-elle tirer de cette affirmation? Quelles sont les conséquences de ces intentions chinoises pour le Canada?

M. Saint-Jacques : Merci, sénateur Dagenais. La Chine s'est déclarée un pays quasi arctique pour essayer de justifier son intérêt envers l'Arctique, car plusieurs inquiétudes avaient été soulevées à la suite de la visite du brise-glace *Xue Long* à Tuktoyaktuk, en 1999.

Comme je le disais plus tôt, la Chine essaie de justifier cela en disant que ce qui se passe en Arctique a des effets sur le climat mondial et que c'est tout à fait légitime pour elle d'essayer d'étudier ce qui se passe dans la région, mais je pense que l'intérêt fondamental de la Chine c'est d'avoir accès aux ressources. Je me souviens d'avoir eu des discussions à Pékin. Bien sûr, la Chine consomme énormément de produits de la mer. Si l'on se penche sur la carte de l'Arctique, il y a toute une région au centre de l'Arctique qui n'est sous aucune sphère de compétence nationale. Des discussions internationales ont eu lieu à cet effet pour tenter d'avoir un traité pour réglementer la pêche, mais je crains qu'on commence à voir rapidement des bateaux de pêche chinois qui se rendront jusque là.

D'autre part, comme je l'ai indiqué plus tôt, la Chine essaie de mettre la main sur le plus de ressources minérales possible. Elle sait que dans l'Arctique canadien, il y a plusieurs minerais stratégiques et des terres rares. On sait qu'il y avait aussi un intérêt de la part d'une compagnie minière chinoise pour acheter une mine d'or dans le Grand Nord canadien. Cela a été rejeté pour de bonnes raisons, à cause de la proximité d'une station de radar dans cette partie de l'Arctique. Tout cela, de la part de la Chine, est un intérêt croissant, je pense, qui vise avant tout à assurer son accès à des ressources futures. Voilà.

Le sénateur Dagenais : Ma seconde question s'adresse à Mme Shedian. On sait que le premier ministre Harper a accordé une très grande importance à l'Arctique. Cela ne semble pas être la même chose pour le premier ministre actuel, malgré de nombreux signaux qui ont été envoyés, notamment par le Sénat.

Liberal Prime Minister, Lester B. Pearson referred to the north as “a land of the future.” In June 2019, you wrote in the *National Post* that it was time for Canada to act like a northern country. We can’t say that you have been heard or understood. What are Canada’s flaws and what are the consequences of the current political inaction?

[English]

Ms. Shadian: This goes back to my earlier comments that too much of our focus has been on the Arctic Council. While the Arctic Council is an important forum, we have been absent in many other sub-Arctic, regional and bilateral initiatives, programs and discussions under way.

Of course, we haven’t really been extremely proactive in building the very necessary critical infrastructure that we need in the North. That is infrastructure that should be multi-purpose, multi-user and strategic that serves defence interests and economic development in the region that we sorely need, as well as social infrastructure.

So we’re not doing that at the domestic level, but we’re also not running around and paying attention to other conversations that are taking place.

I had mentioned that there are other instances of Arctic cooperation. Those are even non-Arctic. For instance, India is now having its second India-Nordic Summit. There is the Trilateral High-Level Dialogue on the Arctic that takes place between China, South Korea and Japan.

There are a lot of important things going on. We need to not only try to engage with those but also figure out where we want to place our focus, where we want to play a leadership role and in what way we can better work with our neighbours to serve our own national interests in a proactive way, which we are not doing.

The Chair: Thank you, Dr. Shadian.

[Translation]

Senator Boisvenu: A big thank you to our witnesses, who have provided us with very useful information. My first question is for Mr. Saint-Jacques. Do you know whether China, which we know is investing huge amounts of money in infrastructure, with Africa as an example, has invested in Russian military infrastructure in the Arctic?

Mr. Saint-Jacques: To my knowledge, China has not yet invested in Russian military infrastructure. However, when someone builds a port, it must be recognized that the port can be used for purposes that are not only civilian, but also military. As

Pourtant, Lester B. Pearson, alors qu’il était premier ministre libéral, parlait des territoires du Nord comme d’une « terre du futur ». En juin 2019, vous avez écrit dans le *National Post* qu’il était temps que le Canada se comporte comme un pays nordique. On ne peut pas dire que vous avez été entendue ou comprise. Où sont les failles du Canada et quelles sont les conséquences de l’inaction politique actuelle?

[Traduction]

Mme Shadian : La question se rapporte à ce que j’ai dit plus tôt, soit que nous avons trop mis l’accent sur le Conseil de l’Arctique. Bien que cette instance soit une tribune importante, nous avons été absents de beaucoup d’autres initiatives, programmes et discussions en cours aux niveaux subarctique, régional et bilatéral.

Bien sûr, nous n’avons pas vraiment été très proactifs dans la construction de l’infrastructure essentielle dont nous avons besoin dans le Nord. Il s’agit d’une infrastructure qui devrait être polyvalente, stratégique, à la disposition de multiples usagers et servir les intérêts de la défense et le développement économique de la région, développement dont nous avons grandement besoin. Il faut aussi une infrastructure sociale.

Donc, au niveau national, nous ne faisons rien, mais nous ne sommes pas présents non plus un peu partout dans le monde et nous ne prêtons pas attention aux autres échanges qui ont lieu.

J’ai dit qu’il y a d’autres exemples de coopération dans l’Arctique. Même des pays non arctiques sont actifs. Par exemple, l’Inde tient actuellement son deuxième Sommet Inde-Nord. Le dialogue trilatéral de haut niveau sur les questions de l’Arctique réunit la Chine, la Corée du Sud et le Japon.

Il se passe beaucoup de choses importantes. Nous devons non seulement essayer d’y participer, mais aussi décider sur quoi nous voulons insister, où nous voulons exercer un certain leadership et comment nous pouvons mieux travailler avec nos voisins pour servir nos propres intérêts nationaux de façon proactive, ce que nous ne faisons pas.

Le président : Merci, madame Shadian.

[Français]

Le sénateur Boisvenu : Un gros merci à nos témoins, qui nous ont livré de l’information très intéressante. Ma première question s’adresse à M. Saint-Jacques. Est-ce que vous êtes au courant ou savez si la Chine — on sait qu’elle investit énormément dans les infrastructures, pensons à l’Afrique — a investi dans les infrastructures militaires russes présentes en Arctique?

M. Saint-Jacques : À ma connaissance, la Chine n’a pas encore investi dans les infrastructures militaires russes, mais à cet effet, si vous construisez un port, il faut reconnaître qu’il peut être utilisé à des fins non seulement civiles, mais aussi militaires.

I said in my presentation, China has invested a great deal in exploiting oil and natural gas, as Mr. Wallace also pointed out, but it has also invested in infrastructure. From that perspective, I think any investments China makes should be looked at carefully.

Senator Boisvenu: Ms. Shadian, you talked a lot about the Arctic Council. We know that the members of the council refused to attend the latest meeting in Moscow. As you see it, you say that diplomatic ties should be enhanced. Should Russia be readmitted to the Arctic Council? Considering the Ukraine situation, should more diplomacy efforts be made with Russia or China?

[English]

Ms. Shadian: I think the Arctic Council will most likely wait until the next chairmanship to pick up its activities as a functioning Arctic Council.

This is taking place in real time, so right now, things are very tenuous. Down the road, what will likely and possibly take place is that we will see the beginning of collaboration that includes Russia on the research side, among academics. As many have pointed out, the Arctic Council has done and is doing in an ongoing fashion a lot of extremely important research. Cutting that research collaboration was stopping it in full, and cutting Russia out of it will not have good implications for future issues, from climate change to search and rescue and those types of activities.

It will take a while before we can include Russia in any sort of formal capacity, but I think it will probably start with lower things, such as research, but not at any time in the near future.

Senator Boisvenu: Thank you.

Senator M. Deacon: Good afternoon. Thank you to our speakers. There are some really complementary and yet different experiences together. I really appreciate that this afternoon.

My first question is connected to the access to the Arctic Ocean. It is specifically a question around the Bering Strait.

As I understand it, that waterway presents the only Pacific Ocean access for a country like China, which considers itself a near-Arctic power. Since 2012, the Russian coast of the strait has been a closed military zone.

With only 55 miles separating Alaskan and Russian coasts at the strait's narrowest point, could the Bering Strait serve as a potential flashpoint in any potential great-power rivalry in the region? Also, have we seen any Chinese-Russian cooperation in that militarized zone?

Comme je l'indiquais dans ma présentation, la Chine a beaucoup investi du côté de l'exploitation du pétrole et du gaz naturel, comme l'indiquait d'ailleurs M. Wallace, mais elle a aussi investi dans l'infrastructure. Dans cette perspective, je pense qu'il faut examiner attentivement tous les investissements que la Chine fait.

Le sénateur Boisvenu : Madame Shadian, vous avez beaucoup parlé du Conseil de l'Arctique. On sait que les membres de ce conseil ont refusé de se présenter à Moscou pour la dernière réunion. Selon votre perception des choses, vous dites qu'il faut renforcer les liens diplomatiques. La Russie devrait-elle être réadmise au Conseil de l'Arctique? Considérant le dossier de l'Ukraine, devrait-on faire plus d'efforts sur le plan diplomatique avec la Russie ou la Chine?

[Traduction]

Mme Shadian : Le Conseil de l'Arctique attendra probablement la prochaine présidence pour reprendre ses activités comme instance fonctionnelle.

Tout change d'un moment à l'autre, et pour l'instant, tout est très fragile. À un moment donné, il est probable et possible que nous assistions au début d'une collaboration avec les chercheurs et universitaires russes. Comme beaucoup l'ont souligné, le Conseil de l'Arctique a fait et continue de faire beaucoup de recherches extrêmement importantes. Mettre fin à cette collaboration en matière de recherche, c'est mettre fin à tout, et exclure la Russie n'aura pas de bonnes répercussions sur les enjeux futurs, qu'il s'agisse des changements climatiques, de la recherche et du sauvetage ou d'autres types d'activités.

Il faudra un certain temps avant que nous ne puissions accepter une participation officielle de la Russie, mais je pense que cela commencera probablement par des choses plus discrètes, comme la recherche, mais ce ne sera pas de sitôt.

Le sénateur Boisvenu : Merci.

La sénatrice M. Deacon : Bonjour. Merci aux témoins. Ils nous ont fait part d'expériences vraiment complémentaires, mais différentes. Je leur en suis très reconnaissante.

Ma première question porte sur l'accès à l'océan Arctique. Il s'agit plus précisément du détroit de Béring.

Si je comprends bien, cette voie navigable est le seul accès depuis le Pacifique pour un pays comme la Chine, qui se considère comme une puissance quasi arctique. Depuis 2012, la côte russe du détroit est une zone militaire fermée.

Comme seulement 55 milles séparent les côtes de l'Alaska et de celles de la Russie au point le plus étroit du détroit, celui-ci pourrait-il devenir l'étincelle qui fera tout exploser, dans la rivalité qui oppose les grandes puissances dans la région? De plus, avons-nous observé une coopération sino-russe dans cette zone militarisée?

I'll ask for a response to that question from Dr. Shadian, but anyone is welcome to respond.

Ms. Shadian: Some of the military cooperation is beyond my expertise, so I think you would be better to ask somebody else in terms of that.

In terms of an Alaska-Canadian Arctic seaway, it's a space for potential conflict, but it's also a space for potential collaboration between the United States and Canada in trying to figure out how it wants to manage and control the whole of the seaway. That is, from the whole great circle route, through Canada and even over toward Greenland. This is where I am again going back to those kinds of conversations that we're not having with our like-minded Arctic nations.

What is to come of that? We are not doing anything proactively. We are not building infrastructure there. We are not doing anything to help secure our own security and sovereignty there. How we want to engage with our Arctic neighbours in that area is something we need to consider and take seriously and decide upon going forward. Otherwise, we see even the United States having discussions with other Arctic nations about the Arctic Seaway, as it's called. That, in itself, indicates it's understood as an international waterway by other Arctic nations. That undermines Canada's own position on the Northwest Passage at least, right?

These are conversations we need to be thinking and reflecting on. That is, who do we want to engage with and how are we being proactive in trying to mitigate from some potential conflict in the future?

The Chair: One minute remaining, Senator Deacon, if you want to ask a fresh question or pursue this with another witness.

Senator M. Deacon: I'll see if any other witnesses would like to respond.

The Chair: Who would like to jump in?

Mr. Wallace: The LNG icebreaking tanker fleet that I talked about earlier is already going through that strait on the Russian northern sea route and accessing, across that sea route through those straits, these tanker shipments directly into China.

More significantly, regarding the Novatek Belokamenka development, where these gigantic modules were shipped from Chinese module assembly and fabrication yards, they went the opposite way, from east to west, all the way to Belokamenka.

The strait that you are referring to is already actively used east and west by both Russian and Chinese interests building these Arctic capacities.

Je vais demander une réponse à Mme Shadian, mais les autres témoins peuvent fort bien répondre aussi.

Mme Shadian : Une partie de la coopération militaire dépasse mon champ de compétence. Vous feriez donc mieux de poser la question à quelqu'un d'autre.

La route maritime de l'Arctique Alaska-Canada est un espace où il peut y avoir conflit, mais les États-Unis et le Canada peuvent aussi y collaborer et trouver comment ils veulent gérer et contrôler l'ensemble de la route maritime. Il s'agit de la grande route du cercle polaire passant par le Canada et allant même vers le Groenland. Ce qui me ramène au fait que nous n'entretenons pas d'échanges avec des pays de l'Arctique qui ont des vues similaires aux nôtres.

Qu'est-ce que cela va donner? Nous ne prenons pas les devants. Nous ne construisons pas d'infrastructure là-bas. Nous ne faisons rien pour assurer notre propre sécurité et notre souveraineté là-bas. Nous devons nous interroger sur les relations que nous voulons entretenir avec d'autres pays arctiques, prendre la question au sérieux et décider ce que nous allons faire. Par ailleurs, même les États-Unis ont des discussions avec d'autres pays de l'Arctique au sujet de la route maritime de l'Arctique, comme on l'appelle. En soi, cela montre que, pour d'autres pays de l'Arctique, il s'agit d'une voie navigable internationale. Cela mine la position du Canada sur le passage du Nord-Ouest, n'est-ce pas?

Ce sont des échanges auxquels nous devons réfléchir : avec qui voulons-nous avoir des échanges et comment essayons-nous, de façon proactive, d'atténuer les risques de conflit?

Le président : Il vous reste une minute, madame la sénatrice Deacon, si vous voulez poser une autre question ou vous adresser à un autre témoin.

La sénatrice M. Deacon : Je vais voir si d'autres témoins veulent répondre.

Le président : Qui aimerait intervenir?

M. Wallace : La flotte de méthaniers brise-glaces dont j'ai parlé plus tôt traverse déjà le détroit, sur la route maritime du Nord de la Russie, et accède directement à la Chine, par cette route maritime qui franchit ces détroits, et y transporte des cargaisons.

Plus important encore, en ce qui concerne le projet de Novatek à Belokamenka, où ces gigantesques modules ont été expédiés à partir de chantiers d'assemblage et de fabrication chinois, ils ont suivi le chemin inverse, d'est en ouest, jusqu'à Belokamenka.

Le détroit dont vous parlez est déjà très utilisé à l'est et à l'ouest par les intérêts russes et chinois qui renforcent ces capacités dans l'Arctique.

The Chair: Thanks very much, Dr. Wallace, and for your question, Senator Deacon.

Senator Boehm: Thank you very much, chair. I would like to thank our witnesses and also welcome my former colleague, Guy Saint-Jacques. Great to see an active former ambassador asking and presenting issues. My first question would be to Mr. Saint-Jacques.

In your comments, you mentioned the variety of interests that China has in the Arctic. They tend to be commercial and fisheries, but I would like to zero in on the security element.

In particular, if we are looking at a future scenario where Finland and Sweden do join NATO, would the Chinese interests become more security focused, in your view? That is, getting beyond the more commercial aspect, and getting beyond the traditional rhetoric that we receive about cooperation and win-win situations.

My second question is related to that and related to what my colleague Senator Deacon just asked to Dr. Wallace. The Bering Strait gets pretty crowded. It's not that wide. China is looking for nuclear powered submarine capacity and is probably working on it. Will this cause more of an arms race in the Arctic area, again, particularly if we see a greater NATO posture?

Mr. Saint-Jacques: Thank you, Senator Boehm. Great to see you, and also great to see a former senior official remaining very active in another capacity.

You are right. I think that China has lots of interests, and security is always paramount in its thinking and its strategy. Of course, if you were to ask them what they think about Finland and Sweden joining NATO, they would say that this is not conducive to world peace and that NATO should refrain from expanding further.

In fact, this is their mantra. They say that the war in Ukraine was caused by the United States and by NATO because it wanted to expand to the border of Russia. I think that they would look at the question more from a security standpoint.

You were talking about nuclear powered submarines. In fact, China already has nuclear powered submarines. They are working on the nuclear-powered icebreaker. When you look at the investment that they are doing, China is investing very heavily in the military. In my view, an arms race is already going on in Asia. Clearly, China wants to be in a position to tell the rest of the world that they are a military well prepared to ensure their interests.

When we deal with China, this is something that we must keep in mind all the time.

Le président : Merci beaucoup, monsieur Wallace, et merci de votre question, madame la sénatrice Deacon.

Le sénateur Boehm : Merci beaucoup, monsieur le président. Je remercie les témoins et souhaite la bienvenue à mon ancien collègue Guy Saint-Jacques. C'est formidable de voir un ancien ambassadeur actif poser des questions et expliquer des enjeux. Ma première question s'adresse à lui.

Dans vos observations, vous avez parlé de la diversité des intérêts de la Chine dans l'Arctique. Il s'agit généralement de commerce et de pêche, mais je m'intéresse à la sécurité.

Si la Finlande et la Suède se joignent à l'OTAN, les intérêts chinois seront-ils davantage axés sur la sécurité, à votre avis? Autrement dit, dépassera-t-on l'aspect commercial et ira-t-on au-delà du discours classique qu'on nous sert au sujet de la coopération et des situations gagnant-gagnant?

J'ai une deuxième question connexe à poser. Il y a également un lien avec ce que ma collègue, la sénatrice Deacon, vient de demander à M. Wallace. Le détroit de Béring, qui n'est pas très large, est très achalandé. La Chine cherche à se doter de sous-marins à propulsion nucléaire et y travaille probablement. Cela provoquera-t-il une plus grande course aux armements dans l'Arctique, surtout si l'aire de l'OTAN s'étend?

M. Saint-Jacques : Merci, monsieur le sénateur Boehm. C'est un plaisir de vous revoir et aussi de constater qu'un ancien haut fonctionnaire demeure très actif, mais dans un rôle différent.

Vous avez raison. La Chine a beaucoup d'intérêts, et la sécurité est toujours primordiale dans sa réflexion et dans sa stratégie. Bien sûr, si vous demandiez aux Chinois ce qu'ils pensent de l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN, ils diraient que ce n'est pas propice à la paix mondiale et que l'OTAN devrait s'abstenir de toute expansion.

En fait, c'est leur mantra. Ils disent que la guerre en Ukraine a été causée par les États-Unis et par l'OTAN parce que celle-ci voulait s'étendre jusqu'à la frontière de la Russie. Ils aborderaient la question davantage sous l'angle de la sécurité.

Vous parliez de sous-marins à propulsion nucléaire. En fait, la Chine en possède déjà. Les Chinois travaillent sur un brise-glace à propulsion nucléaire. Ils investissent beaucoup dans le dispositif militaire. À mon avis, une course aux armements est déjà en cours en Asie. De toute évidence, la Chine veut être en mesure de dire au reste du monde qu'elle est militairement bien préparée à défendre ses intérêts.

Lorsque nous traitons avec la Chine, nous devons toujours garder cela à l'esprit.

Senator Boehm: Dr. Wallace, did you want to pick up on that?

Mr. Wallace: Thank you, senator. Briefly, I would echo Dr. Shadian's comments about Canada acting as a northern power. I want to remind the Senate that the Inuvialuit settlement region, for which I sit on one of their regulatory boards, extends well out into the Arctic Ocean in the Beaufort region. The Inuit are heavily dependent and very concerned about the Arctic resources, particularly the fishery resources, marine mammals, and so on, throughout that region.

Our committee is currently looking at as many as five transit cruise ships this year that we're going to be looking at that are going to be coming through that region. If you add on to that not only the northern transportation route but also Chinese access, as was mentioned earlier, to the fishing resources of that region, this will be something of great and growing concern to the Inuvialuit and the Inuit across that whole region.

That's an aspect that we have not been able to talk about much, but one which is something that the committee should turn its attention to. Dr. Shadian's comments about the value of the Arctic Council is something that the Inuvialuit and the Inuit watch very carefully and have a great interest in.

The Chair: Thank you very much, Mr. Saint-Jacques and Dr. Wallace. We now move to Senator Smith.

Senator Smith: Thank you, chair, and thank you to our witnesses. We talked a lot about what Russia and China are interested in doing.

If you, as a group of panellists, had to put your heads together and come up with a three-point plan for Canada from both an economic and a geopolitical or militaristic point of view, design, what would be your immediate steps?

Maybe we can start with Dr. Wallace and move through with Mr. Saint-Jacques and Ms. Shadian.

Mr. Wallace: Thank you, senator. I've been writing on this through the Global Affairs Institute for the last 15 years. My first thing is developing some Arctic search and rescue, or SAR, capacity. Right now, our capacities are located as far from the Arctic as you could possibly get on a geographic map in Trenton. People have been calling for more capacity, especially with cruise ship transits and other things. There is no better way to exert sovereignty and economic control than by demonstrating that you're active in a search and rescue capacity. That would be my first point.

Le sénateur Boehm : Monsieur Wallace, vouliez-vous ajouter quelque chose?

M. Wallace : Merci, monsieur le sénateur. Brièvement, je vais faire écho aux réflexions de Mme Shadian, qui a dit que le Canada devait se comporter comme une puissance nordique. Je tiens à rappeler au Sénat que la région désignée des Inuvialuit — je siège à l'un de ses organismes de réglementation — s'étend très loin dans l'océan Arctique, dans la zone de Beaufort. Les Inuits dépendent énormément des ressources de l'Arctique et s'inquiètent beaucoup, notamment au sujet des ressources halieutiques et des mammifères marins, par exemple, dans tout ce secteur.

Notre comité sait que des navires de croisière, peut-être même cinq, vont traverser cette zone cette année. Ajoutons à cela non seulement la route de transport du Nord, mais aussi l'accès pour les Chinois, comme on l'a déjà dit, aux ressources halieutiques de cette zone. Ce sera très inquiétant pour les Inuvialuit et les Inuits de toute la région.

C'est un aspect dont nous n'avons pas beaucoup parlé, mais le comité devrait s'y intéresser. Mme Shadian a parlé de la valeur du Conseil de l'Arctique. Les Inuvialuit et les Inuits s'y intéressent de près.

Le président : Merci beaucoup, monsieur Saint-Jacques et monsieur Wallace. Nous passons maintenant au sénateur Smith.

Le sénateur Smith : Merci, monsieur le président, et merci aux témoins. Nous avons beaucoup parlé de ce que la Russie et la Chine veulent faire.

Si vous, comme groupe de témoins, deviez vous mettre d'accord et élaborer un plan en trois points pour le Canada sur les plans économique et géopolitique ou encore militaire, que feriez-vous dans l'immédiat?

Nous pourrions peut-être commencer par M. Wallace et enchaîner avec M. Saint-Jacques et Mme Shadian.

M. Wallace : Merci, monsieur le sénateur. J'écris à ce sujet depuis 15 ans à l'Institut canadien des affaires mondiales. Tout d'abord, il faut développer la capacité de recherche et de sauvetage dans l'Arctique. À l'heure actuelle, nos capacités sont situées le plus loin possible de l'Arctique, géographiquement, c'est-à-dire à Trenton. Les habitants du Nord réclament des capacités plus importantes, d'autant plus qu'il y aura des passages de navires de croisière et d'autres activités. Il n'y a pas de meilleure façon d'exercer notre souveraineté et notre contrôle économique que de montrer que nous sommes actifs dans le

Ambassador Saint-Jacques quite rightly pointed out the effects of that potential gold mine acquisition that was declined by the Government of Canada, quite correctly, which would have provided the Chinese with not only a gold mine facility in the North but also material port facilities for them to access going east and west, taking out those minerals.

Canada needs to develop an icebreaking capacity with port facilities, not only in the Baffin region, but in the Western region.

Search and rescue, port facilities and icebreaking capacities for the North would be my three recommendations to pass to you.

Senator Smith: Ambassador and Dr. Shadian, could you give us a quick three?

Mr. Saint-Jacques: Senator Smith, my quick three are very similar. We have to invest a lot more in shipbuilding. We need the capacity to operate for longer periods during the year. We also need more infrastructure in the North; in fact, we could kill two birds with one stone in this case because it would also satisfy our need to invest more in the military. That would be our contribution to NATO. As was mentioned previously, I think our NATO partners will be looking to us and to our seriousness. It's an area where we need to act pretty quickly.

Finally, in terms of mineral policy, we need to clarify the rules that will apply to development in the North and that would also satisfy, for instance, the agreement that we have with the United States on the supply of critical minerals.

Ms. Shadian: Those are great comments so far, and I'll piggyback off of those.

Two of my three actually have to do with infrastructure. Absolutely, we need more icebreakers. We need more infrastructure in general — civil and military. As it was said, we need to be creating infrastructure that satisfies exactly our contributions to NATO, to NORAD modernization and that is also creating the opportunities for economic development that we need.

When we're still talking about infrastructure, that pivots into the minerals piece of this. We have a critical minerals strategy that will be coming out soon. We also know our North has a lot of critical minerals. Going back to the former comment, even though it was a gold mine, for example, we should be thinking

domaine de la recherche et du sauvetage. Voilà mon premier point.

L'ambassadeur Saint-Jacques a souligné à juste titre les effets de cette éventuelle acquisition de mine d'or qui a été refusée par le gouvernement du Canada, à juste titre, ce qui aurait fourni aux Chinois non seulement une mine d'or dans le Nord, mais aussi des installations portuaires pour acheminer le minéral vers l'est et vers l'ouest.

Le Canada doit se doter d'une capacité de déglacage avec des installations portuaires, non seulement dans la région de Baffin, mais aussi dans la région de l'Ouest.

Les capacités de recherche et de sauvetage, les installations portuaires et les capacités de déglacage dans le Nord sont mes trois recommandations.

Le sénateur Smith : Monsieur l'ambassadeur et madame Shadian, pourriez-vous nous en proposer trois rapidement?

M. Saint-Jacques : Sénateur Smith, mes trois recommandations rapides sont très semblables. Il faut investir beaucoup plus dans la construction navale. Il faut que nous soyons opérationnels pendant une grande partie de l'année. Il nous faut aussi plus d'infrastructures dans le Nord. En fait, nous pourrions faire d'une pierre deux coups dans ce cas-ci, car cela permettrait en même temps d'investir davantage dans le dispositif militaire. Ce serait notre contribution à l'OTAN. Comme il a déjà été dit, nos partenaires de l'OTAN compteront sur nous et s'attendent à ce que nous prenions les choses au sérieux. C'est un domaine où nous devons agir assez rapidement.

Enfin, en ce qui concerne la politique sur les minéraux, nous devons clarifier les règles qui s'appliqueront à l'exploitation dans le Nord et qui respecteraient également, par exemple, l'accord que nous avons avec les États-Unis sur l'approvisionnement en minéraux critiques.

Mme Shadian : Ce sont d'excellentes réflexions, et je vais m'y raccrocher.

Deux de mes trois recommandations portent sur l'infrastructure. Il est tout à fait vrai qu'il nous faut un plus grand nombre de brise-glaces. Il nous faut aussi plus d'infrastructures en général, aussi bien civiles que militaires. Comme on l'a dit, nous devons créer une infrastructure à la hauteur exacte de nos contributions à l'OTAN et à la modernisation du NORAD, une infrastructure et qui crée également les possibilités de développement économique dont nous avons besoin.

Puisque nous en sommes encore à l'infrastructure, il y a un lien à faire avec l'exploitation des minéraux. Nous aurons bientôt une stratégie sur les minéraux critiques. Le Nord du Canada en regorge. Pour revenir à une réflexion de tout à l'heure — mais il s'agissait d'une mine d'or —, nous devrions réfléchir au fait que

about the fact we have these critical minerals, we should be developing them and then perhaps selling them to the Chinese, if they need, or to whomever we want to sell them to. It's crazy to think that we can't get investment into the North, so therefore the only bidder then is China that wants to buy and develop a mine that would be connected, as was said, to a port. I believe there's an airstrip there, too.

The third thing we need to do is more proactive diplomacy. This is why I think collaborating with Greenland is crucial, because Greenland is an excellent place where you can have these much larger Arctic and extra-Arctic conversations. There are a lot of geopolitics to what's happening in Greenland, but we also have a lot of reasons to want to be cooperating with Greenland, from Inuit to international reasons.

I think diplomacy and building up North American Arctic cooperation are things we need to take seriously, and we should be doing those going forward.

The Chair: Thank you, all three.

Senator Yussuff: Thank you to the witnesses for being here today.

It would appear that the Arctic will be far more militarized than we could possibly imagine, with NATO playing an even greater role. With Sweden and Finland potentially joining NATO, wouldn't that change the equation completely in how we actually deal with Arctic sovereignty, given that the majority of the countries — all of the Arctic countries except for Russia — will have a direct interest in how we cooperate, collaborate and build our military defences to ensure NATO has the capacity to perform when it's required to do so?

I'll allow all three of our witnesses, of course, to comment on this.

Ms. Shadian: In the very long term, the more there is a chance that NATO that could include Sweden and Finland, the more difficult it will be to cooperate with Russia. Russia does occupy a large portion of the Arctic, and it will be very difficult to move forward with things that are extremely important, from climate change, search and rescue, and a whole host of other things, even Arctic fisheries and those kinds of activities, if there will be heightened tension. If the Arctic will be divided between NATO and Russia, how do we then bring the Arctic Council back together in the long term?

We just need to talk about these things very carefully. Obviously, there will be a lot more Arctic states part of NATO going forward. The Arctic countries are going to have to figure out how to navigate those kinds of situations, because we can't have a region that will be in tension and conflict for the long term. It creates a lot of insecurity in the region.

nous avons ces minéraux critiques, que nous devrions les exploiter et peut-être les vendre aux Chinois, s'ils en ont besoin, ou à qui nous voulons les vendre. Il est insensé de penser que nous ne pouvons pas attirer des investissements dans le Nord. Le seul soumissionnaire est la Chine, qui veut acheter et exploiter une mine qui serait reliée, comme on l'a dit, à un port. Je crois qu'il y aurait aussi une piste d'atterrissage.

Troisièmement, nous devons nous doter d'une diplomatie plus proactive. C'est pourquoi la collaboration avec le Groenland est cruciale, car c'est un excellent endroit où nous pouvons avoir des échanges bien plus importants sur l'Arctique et aussi sur des questions qui débordent le cadre de l'Arctique. Il se fait beaucoup de géopolitique au Groenland, mais nous avons aussi beaucoup de raisons de vouloir collaborer avec lui, depuis la condition des Inuits jusqu'à des questions d'ordre international.

Nous devons prendre au sérieux la diplomatie et le renforcement de la coopération dans la partie nord-américaine de l'Arctique. Nous devrions désormais nous en occuper.

Le président : Merci à vous trois.

Le sénateur Yussuff : Je remercie les témoins d'avoir accepté de comparaître.

Il semble que l'Arctique sera beaucoup plus militarisé qu'on ne pourrait l'imaginer, l'OTAN jouant un rôle encore plus grand. Si la Suède et la Finlande se joignent un jour à l'OTAN, cela ne changera-t-il pas du tout au tout la façon d'aborder la question de la souveraineté dans l'Arctique? En effet, la majorité des pays de l'Arctique — tous, sauf la Russie — auront un intérêt direct à l'égard de notre coopération, de notre collaboration, de la mise en place de nos défenses militaires pour s'assurer que l'OTAN a la capacité d'intervenir au besoin.

Je vais bien sûr laisser les trois témoins s'exprimer à ce sujet.

Mme Shadian : À très long terme, plus il y a de chances que la Suède et la Finlande se joignent à l'OTAN, plus il sera difficile de coopérer avec la Russie. Elle occupe une grande partie de l'Arctique, et il sera très difficile de mener à bien des dossiers extrêmement importants, comme les changements climatiques, la recherche et le sauvetage et une foule d'autres choses — même les pêches dans l'Arctique et ce genre d'activités —, si la tension s'intensifie. Si l'Arctique se trouve divisé entre l'OTAN et la Russie, comment pourrions-nous réunir de nouveau le Conseil de l'Arctique à long terme?

Nous devons aborder ces questions avec d'innombrables précautions. De toute évidence, un nombre beaucoup plus grand d'États de l'Arctique feront partie de l'OTAN à l'avenir. Ils devront trouver une façon de gérer ce genre de situation, car nous ne pouvons pas avoir un climat tendu et conflictuel à long terme. Il y aurait beaucoup d'insécurité dans la région.

The Chair: Thank you. We have one minute each for Mr. Saint-Jacques and Dr. Wallace.

Mr. Saint-Jacques: I would hope that the two can take place in parallel. In fact, we have to recognize that useful collaboration has taken place in the past, and I hope that would continue, as Dr. Shadian just outlined.

When you think about climate change, everything is linked. The Arctic will suffer a lot of global warming if we are not able to tackle climate change rapidly. We have to recognize that in the case of China, they have acquired interesting expertise through their work in Antarctica.

However, it's a matter of arranging this collaboration in a way that can be done, taking into account our security interest. Of course, it should be part of our overall strategy with China. On that, I'm waiting to hear more about the strategy of the federal government that has been promised. Military and security aspects will be fundamental, but I would hope that we can continue to work in terms of bilateral cooperation.

Mr. Wallace: Thank you. I'll be very brief.

I want to echo Dr. Shadian's comments. Canada has to step up its diplomatic and foreign affairs game in the Arctic in a big way. Given the traffic that I've referred to on the Russian northern sea route, you can expect that there will be, at some point, some very serious commercial traffic coming through Canada's Northwest Passage.

When you're shipping out 40 tanker loads of LNG on vessels that are three football fields long and that have more icebreaking capacity among them than all of Canada, much less the Russian Arctic icebreaking and the developing Chinese icebreaking fleet, you can be sure that with that amount of development on the eastern side of the circumpolar region, at some point it's going to come to Canada on the western side.

We have to be prepared for that. I think the best way to have a seat at that table is to step up the diplomatic and engagement game, and to pursue the three recommendations that I gave you: capacity development, both air and sea ports, and capacity in working with the Inuit and the Inuvialuit. Those are their ceded lands and territories. They are not at the table.

Thank you.

The Chair: Thank you very much. I'm afraid that brings us to the end of our time. I want to thank you, Mr. Saint-Jacques, Dr. Shadian and Dr. Wallace. We are extremely grateful for your time, expertise and the thoughtfulness you've brought to this very important discussion for us at this point in our hearings.

Le président : Merci. Nous avons une minute pour M. Saint-Jacques et une pour M. Wallace.

M. Saint-Jacques : J'espère que les deux choses seront possibles en parallèle. En fait, nous devons reconnaître qu'il y a déjà eu une collaboration fructueuse, et j'espère qu'elle se poursuivra, comme vient de le dire Mme Shadian.

En matière de changements climatiques, tout est lié. L'Arctique souffrira beaucoup du réchauffement de la planète si nous ne pouvons pas nous attaquer rapidement au problème. Nous devons reconnaître que la Chine a acquis une expertise intéressante grâce à son travail en Antarctique.

Cependant, il faudra organiser cette collaboration de façon qu'elle puisse avoir lieu, mais en tenant compte de nos intérêts en matière de sécurité. Bien sûr, cela devrait faire partie de notre stratégie globale avec la Chine. À ce propos, j'attends d'en savoir plus sur la stratégie que le gouvernement fédéral a promise. Les aspects militaires et sécuritaires seront fondamentaux, mais j'espère qu'une coopération bilatérale pourra se poursuivre.

M. Wallace : Merci. Je serai très bref.

Je veux me faire l'écho des réflexions de Mme Shadian. Le Canada doit intensifier ses efforts diplomatiques et ses activités en matière d'affaires étrangères dans l'Arctique. J'ai parlé tout à l'heure de la fréquentation de la route maritime du Nord de la Russie. Il est à prévoir que, un jour, il y aura un trafic commercial très important dans le passage du Nord-Ouest du Canada.

Si on expédie 40 cargaisons de gaz naturel liquéfié à bord de navires longs comme trois terrains de football et qui ont une plus grande capacité de déglacage que l'ensemble de celle du Canada, qui est bien inférieure à la capacité de déglacage russe dans l'Arctique et de la flotte chinoise de brise-glaces en développement, il est certain que, vu tout ce développement du côté est de la région circumpolaire, la même chose va se produire au Canada, du côté ouest.

Nous devons nous y préparer. La meilleure façon d'avoir voix au chapitre, c'est d'intensifier l'activité et les relations diplomatiques et de donner suite aux trois recommandations que j'ai formulées : le renforcement des capacités, des aéroports et des ports, et la capacité de travailler avec les Inuits et les Inuvialuit. Ce sont leurs terres et leurs territoires cédés. Ils ne peuvent pas se faire entendre.

Merci.

Le président : Merci beaucoup. Voilà qui met fin à notre heure de discussion, je le crains. Je tiens à vous remercier, monsieur Saint-Jacques, madame Shadian et monsieur Wallace. Nous vous sommes extrêmement reconnaissants. Vous nous avez fait profiter de votre temps et de vos compétences, et vous avez

Your contributions were insightful, direct and helpful, so thank you very much. We hope to see you again.

We are now shifting to our second panel. For those joining us live, this meeting explores security and defence in the Arctic, including military infrastructure and security capabilities. Our focus today is on geopolitical competition in the Arctic and its impacts on security and international cooperation. We are specifically looking at the interests of non-Arctic states, such as China, in the Arctic.

We welcome today Dr. Marc Lanteigne, Associate Professor, Political Science, University of Tromsø, Norway and Dr. Jeffrey Reeves, Vice-President Research and Strategy, Asia Pacific Foundation of Canada. We are hoping to be joined by Dr. Anne-Marie Brady, Global Fellow, Kissinger Institute on China and the United States and Global Fellow, Polar Institute.

For now, we are starting off with our two witnesses. Thank you for joining us today by video conference. I invite you to provide your opening remarks which will be followed by questions from our members. We are starting today with Dr. Mark Lanteigne. Whenever you're ready, please begin.

Marc Lanteigne, Associate Professor, Political Science, University of Tromsø, Norway, as an individual: Thank you very much. It's great to be here.

We have heard some fascinating commentary so far. I just wanted to pick up on some of the points regarding China's role. China is the largest non-Arctic state that has developed a significant far northern policy, but it's certainly far from the only one. I will get back to that point later in my presentation.

I wanted to start talking about the current state of a lot of Beijing's Arctic Policy in regards to the Polar Silk Road. Over the past five years, there has been a lot of discussion about what China was seeking to accomplish in the Arctic. There were quite a few high hopes in the Chinese government that the Arctic would become a major part of the Belt and Road over time.

Some of my academic contacts were referring to the Belt and Road as one belt, one road and one circle. That it shows how much the Arctic was becoming important. Fast forward to today, and we see that many of the plans Beijing had put forward for the Polar Silk Road have not come to fruition. Much of the PSR is now pretty much centred on Russia, which has obviously caused its own complications. In addition to plans for Canada, the Hope Bay project was mentioned. There were infrastructure

participé avec beaucoup de sérieux à cette discussion très importante pour nous à ce stade-ci de nos délibérations. Vos contributions ont été éclairantes, directes et utiles. Merci beaucoup. Nous espérons vous revoir.

Nous passons maintenant au deuxième groupe de témoins. Je dirai à ceux qui se joignent à nous en direct que la séance porte sur la sécurité et la défense dans l'Arctique, y compris l'infrastructure militaire et les capacités en matière de sécurité. Nous nous intéressons aujourd'hui à la concurrence géopolitique dans l'Arctique et à ses répercussions sur la sécurité et la coopération internationale. Nous examinons plus particulièrement les intérêts des États non arctiques, comme la Chine, dans cette région.

Nous accueillons M. Marc Lanteigne, professeur agrégé, Sciences politiques, Université de Tromsø, en Norvège, et M. Jeffrey Reeves, vice-président, Recherche et stratégie, Fondation Asie Pacifique du Canada. Nous espérons que Mme Anne-Marie Brady pourra se joindre à nous. Elle est boursière au Kissinger Institute on China and the United States et au Polar Institute.

Pour l'instant, nous commençons par les deux témoins présents. Merci de vous joindre à nous par vidéoconférence. Je vous invite à faire votre déclaration liminaire, après quoi les membres du comité vous poseront des questions. Nous commençons par M. Marc Lanteigne. Vous pouvez commencer dès que vous serez prêt.

Marc Lanteigne, professeur agrégé, Sciences politiques, Université de Tromsø, Norvège, à titre personnel : Merci beaucoup. Je suis ravi d'être là.

Nous avons entendu des observations fascinantes jusqu'à maintenant. Je voudrais revenir sur certains points à propos du rôle de la Chine. Elle est le plus grand État non arctique à avoir élaboré une importante politique sur le Grand Nord, mais elle est certainement loin d'être le seul. J'y reviendrai plus tard dans mon exposé.

Je vais commencer par parler de l'état actuel d'une grande partie de la politique de Pékin sur l'Arctique. Je songe à la Route polaire de la soie. Ces cinq dernières années, on a beaucoup discuté de ce que la Chine cherchait à accomplir dans l'Arctique. Le gouvernement chinois espérait beaucoup que l'Arctique devienne un volet important du projet La ceinture et la route au fil du temps.

Certains de mes contacts universitaires parlaient de cette initiative en ces termes : une ceinture, une route et un cercle. Voilà qui montre à quel point l'Arctique prenait de l'importance. Aujourd'hui, bon nombre des plans de Pékin pour la Route polaire de la soie ne se sont pas concrétisés. Dans une grande mesure, la Route polaire de la soie est maintenant centrée sur la Russie, ce qui apporte évidemment son lot de complications. Outre les plans pour le Canada, le projet de Hope Bay a été

projects in the Nordic region here that were looked at carefully, which haven't come about; mining projects in Greenland which have also not come about. I would say that China is now having to rethink its position on many of its Arctic projects, including what has been happening in regard to its economic plans.

Now, to get to the situation today, in the wake of Russia's invasion of Ukraine, this has obviously put China in a difficult position in regard to its Arctic cooperation with Moscow. The fact is, much of what China is seeking to accomplish with the Polar Silk Road is incompatible with Beijing's "neutrality policy" toward the conflict. We are seeing quite a bit of evidence of this in many directions.

We are seeing some reluctance of Chinese energy firms to further engage in Siberia. We have started to see significant pulling back of scientific cooperation between Russia and China, Russian and Chinese scientists, and China has expressed a concern that by getting too close to Russia economically — by beginning new projects in the Arctic or elsewhere; bilateral cooperation — China would run the risk of being subject to the same sanctions that Russia is currently experiencing. This is certainly not something which China is seeking, especially under current economic conditions.

If anything, China needs to take a much more conservative approach to its Arctic Policy in light of the fact that many of its Arctic plans have run into difficulty; that diplomatic relations between China and some Arctic states have run into trouble over the past few years, not only Canada but I would add Sweden to that list as well; and the fact that China is still trying, in many ways, to find out exactly what it is seeking in the Arctic.

For all of the discussion of China having a grand strategy in the region — and often there has been discussion of China's military ambitions — China is still a newcomer to the Arctic. It is still extremely dependent not only the good will of Arctic governance but also on the knowledge of Arctic governance. I can point to scientific cooperation, to economic projects and to cases of governance.

Where does this leave China? What is happening now — and we're seeing this up here in northern Norway — there were discussions before about Arctic militarization. Over the past few years, Russia has moved or opened up quite a few assets along its Siberian coast. We can certainly discuss the merits of that, but we have seen NATO take a much stronger interest in the Arctic before the subject of potential Sweden and Finland membership came about. The fact is, for all of the discussion that China would somehow benefit from greater militarization of the Arctic, I believe the opposite is true. I believe that if we do see the Arctic become more militarized and the subject of hard security policy, China, as well as other non-arctic states, lose out.

évoqué. Des projets d'infrastructure dans la région nordique ont été examinés attentivement, mais ils n'ont pas abouti; des projets miniers au Groenland ne se sont pas réalisés non plus. Je dirais que la Chine doit maintenant revoir sa position à l'égard de bon nombre de ses projets dans l'Arctique, y compris ses plans à caractère économique.

Pour en venir à la situation actuelle, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a évidemment placé la Chine dans une situation délicate en ce qui concerne sa coopération avec Moscou dans l'Arctique. En réalité, une grande partie de ce que la Chine cherche à accomplir avec la Route polaire de la soie est incompatible avec la « politique de neutralité » de Pékin à l'égard du conflit. Nous en voyons bien des signes de tout bord.

Des sociétés chinoises du secteur de l'énergie répugnent à s'engager davantage en Sibérie. Nous commençons à voir un important repli dans la coopération scientifique entre la Russie et la Chine, entre les scientifiques russes et chinois, et la Chine a exprimé la crainte qu'en se rapprochant trop de la Russie sur le plan économique — en lançant de nouveaux projets dans l'Arctique ou ailleurs sous le signe de la coopération bilatérale —, elle ne s'expose aux mêmes sanctions que la Russie. Ce n'est certainement pas ce qu'elle recherche, surtout dans la conjoncture actuelle.

En fait, la Chine doit adopter une attitude beaucoup plus prudente dans sa politique sur l'Arctique, compte tenu du fait que bon nombre de ses plans pour l'Arctique ont buté sur des difficultés, que ses relations diplomatiques avec certains États de l'Arctique ont connu des complications, ces dernières années, non seulement avec le Canada, mais aussi avec la Suède. Ajoutons que la Chine essaie toujours, à bien des égards, de déterminer exactement ce qu'elle cherche dans l'Arctique.

Bien qu'on fasse grand cas du fait qu'elle s'est donné une grande stratégie dans la région — et il a souvent été question de ses ambitions militaires —, la Chine est encore un novice dans l'Arctique. Elle est toujours extrêmement dépendante de la bonne volonté de ceux qui gouvernent dans l'Arctique et qu'elle doit apprendre à connaître. Il existe une coopération scientifique, des projets de nature économique et des questions de gouvernance.

Où en est donc la Chine? Ce qui se passe maintenant — et nous le constatons dans le Nord de la Norvège... Il y a eu par le passé des discussions au sujet de la militarisation de l'Arctique. Ces dernières années, la Russie a déplacé ou ouvert bon nombre d'installations sur les côtes sibériennes. Nous pouvons certainement discuter de l'intérêt de la chose, mais nous avons vu l'OTAN s'intéresser beaucoup plus à l'Arctique avant qu'il ne soit question de l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'organisation. Le fait est que, même si on a beaucoup dit que la Chine bénéficierait d'une militarisation accrue de l'Arctique, c'est tout le contraire qui est vrai, selon moi. Si l'Arctique se militarise davantage et fait l'objet d'une politique sur la sécurité

A lot of academic papers over the past 10 years referred to the melon problem. That would be the scenario that the Arctic is cut up like a melon among the eight Arctic states. If you're not in an Arctic state, you don't benefit. Beijing has made it clear that this is a scenario that it does not want. Many of its policies are dependent on an open region where trade and economic cooperation, as well as science diplomacy, are very much in place. At the moment, we do not seem to be heading in that direction.

I would also argue that a long-term pause in the Arctic Council activities is also certainly not in China's interests. Much of China's work as an observer in the Arctic Council goes through working groups and the various task forces dealing with particular Arctic issues such as climate change, such as safe navigation, and so forth. That avenue is currently closed. We don't know for how long. This means that China will be much more dependent on bilateral diplomacy with Arctic states. It will be much more dependent on Track II subgovernmental organizations and on other regimes, for example, discussions about the Polar Code and, as was previously mentioned, the central Arctic fishing ban. This does not put China in a very good position. As China is still in need of cooperation and information-sharing with Arctic states, how that will come about under current circumstances is very much a consideration.

Going back to a previous point, cooperation with Russia in the Arctic, especially in the economic realm, will be very tenuous at best in the short term. There have been discussions about China continuing oil and gas cooperation with Russia, but I do not see any particular movement toward new projects, for the simple reason that China is very risk averse to being subject to the same kinds of sanctions that Russia is currently experiencing. There is a Chinese expression which loosely translated means, "don't look for trouble and it won't find you." I think that is very much a factor in how China is addressing Russia at this point.

In conclusion, it is necessary to look at other major non-Arctic players in the region. I point to Japan, the U.K. and Germany. Countries have also started to look at the Arctic through a strategic lens. If we're talking about non-Arctic states in the region, we need to look at not only where China fits but also how other non-Arctic states seeking a role in the region will be engaged. Thank you.

ture, la Chine, ainsi que d'autres États non arctiques, seront perdants.

Ces 10 dernières années, beaucoup d'études universitaires ont évoqué le scénario du melon : l'Arctique serait découpé comme un melon entre les huit États qui le composent. Il n'y aurait rien pour les pays qui ne sont pas de l'Arctique. Pékin a clairement rejeté ce scénario. Bon nombre de ses politiques sont conçues en fonction d'une région ouverte où le commerce et la coopération économique, ainsi que la diplomatie scientifique, sont très bien établis. À l'heure actuelle, on ne semble pas aller dans cette direction.

Je suis aussi porté à soutenir qu'une longue pause dans les activités du Conseil de l'Arctique n'est certainement pas dans l'intérêt de la Chine. Une grande partie de son travail à titre d'observateur, au Conseil de l'Arctique, est confiée à des groupes de travail et à divers groupes chargés d'enjeux particuliers liés à l'Arctique, comme les changements climatiques, la sécurité de la navigation et ainsi de suite. Cette avenue est actuellement fermée. Nous ne savons pas pour combien de temps. La Chine devra donc compter beaucoup plus sur la diplomatie bilatérale avec les États de l'Arctique, sur des organisations subgouvernementales de la voie II et d'autres régimes, par exemple, les discussions sur le Code polaire et, comme on l'a déjà dit, l'interdiction de la pêche dans le centre de l'Arctique. Cela ne place pas la Chine dans une très bonne position. Étant donné qu'elle a encore besoin de coopération et d'échanges d'information avec les États de l'Arctique, les modalités à appliquer dans les circonstances actuelles sont très importantes.

Pour revenir à un point précédent, la coopération avec la Russie dans l'Arctique, surtout dans le domaine économique, sera très ténue, au mieux, à court terme. Il y a eu des discussions au sujet de la poursuite de la coopération entre la Chine et la Russie en matière de pétrole et de gaz, mais je ne vois pas de mouvement particulier vers de nouveaux projets, pour la simple et bonne raison que la Chine est très réticente, étant exposée au risque d'être assujettie au même genre de sanctions que la Russie. Il y a une expression chinoise qui se traduit approximativement ainsi : « Ne cherchez pas les ennuis et ils ne vous trouveront pas. » Cette attitude influence beaucoup les relations entre la Chine et la Russie en ce moment.

Je conclus. Il faut s'intéresser à d'autres grands acteurs non arctiques de la région, comme le Japon, le Royaume-Uni et l'Allemagne. Des pays ont également commencé à considérer l'Arctique sous l'angle stratégique. À propos des États non arctiques qui s'intéressent à la région, nous devons nous interroger non seulement sur le rôle de la Chine, mais aussi sur celui d'autres États non arctiques qui cherchent à jouer un rôle dans la région. Merci.

The Chair: Thank you very much, Dr. Lanteigne. We will now hear from Dr. Reeves. Whenever you're ready, please proceed.

Jeffrey Reeves, Vice-President, Research and Strategy, Asia Pacific Foundation of Canada, as an individual: Thank you very much for the opportunity to share my perspectives on these important issues. I am Vice-President, Research and Strategy, Asia Pacific Foundation of Canada, and I'm also the author of a recently published report from the APF Canada entitled *A Canadian Arctic Policy for the Indo-Pacific* on which I'll base my comments today.

To start, I would like to offer my bottom line up front, which is the simple idea that the Arctic is becoming a more crowded geopolitical and geostrategic theatre, primarily the result of non-arctic Asian states interests and activities in the region. Canada needs to reconsider its broader strategic approach to the region accordingly.

When I talk about the non-Arctic Asian states I am referring exclusively to China, Japan, South Korea and Singapore. These four states gained observer status in the Arctic Council in 2013 and have developed Arctic-specific strategies, policies, institutions and activities at pace since this time. Notably, India, which is also an Arctic observer, is an outlier within Asia and the Arctic, as it has thus far failed to operationalize its stated Arctic ambitions.

While it was our intention to include a section on India in our recent report, we ended up leaving India out entirely as we could not point to concrete examples of an Indian operational approach to the region, even after speaking with the country's predominant Arctic scholars. This, however, was an interesting data point in and of itself.

Regarding China, Japan, Singapore and South Korea, I'll offer a few points that could possibly lead and contribute to further discussion.

First, China, Japan and South Korea all have official Arctic policies that identify national Arctic state and non-state networks, allocate resources to Arctic engagement and diplomacy and highlight national priorities in the region.

While there are, of course, differences between the states' approach, their Arctic strategies do share some common features.

First, they rely primarily on a network of actors that are either state controlled, state sponsored or state affiliated at the national and provincial levels.

Le président : Merci beaucoup, monsieur Lanteigne. Nous allons maintenant entendre M. Reeves. C'est quand vous voudrez.

Jeffrey Reeves, vice-président, Recherche et stratégie, Fondation Asie Pacifique du Canada, à titre personnel : Merci beaucoup de me donner l'occasion de vous exposer mon point de vue sur ces questions importantes. Je suis vice-président, Recherche et stratégie, à la Fondation Asie Pacifique du Canada, et je suis également l'auteur d'un rapport publié récemment par cette fondation, *A Canadian Arctic Policy for the Indo-Pacific*, sur lequel s'appuieront mes observations.

Pour commencer, je dirai d'emblée que l'Arctique est en train de devenir un théâtre géopolitique et géostratégique de plus en plus achalandé, principalement à cause des intérêts et activités des États asiatiques non arctiques dans la région. Le Canada doit revoir en conséquence son approche stratégique plus large à l'égard de la région.

Les États asiatiques non arctiques dont je parle sont exclusivement la Chine, le Japon, la Corée du Sud et Singapour. Ces quatre États ont obtenu le statut d'observateur au Conseil de l'Arctique en 2013 et ont depuis élaboré des stratégies, des politiques, des institutions et des activités propres à l'Arctique. L'Inde, qui est également un observateur de l'Arctique, est un cas à part, en Asie et dans l'Arctique, car elle n'a pas encore donné suite à ses ambitions déclarées au sujet de l'Arctique.

Même si nous avions l'intention de consacrer un chapitre à l'Inde dans notre récent rapport, nous avons fini par la laisser complètement de côté, car nous ne pouvions pas citer d'exemples concrets d'une approche opérationnelle indienne, même après avoir discuté avec les principaux spécialistes indiens de l'Arctique. Il s'agissait toutefois d'un point de données intéressant en soi.

Quant à la Chine, au Japon, à Singapour et à la Corée du Sud, je vais présenter quelques points qui pourraient alimenter les discussions ou en susciter d'autres.

Premièrement, la Chine, le Japon et la Corée du Sud ont tous des politiques officielles sur l'Arctique qui définissent des réseaux nationaux étatiques ou non, affectent des ressources à l'engagement et à la diplomatie dans l'Arctique et soulignent les priorités nationales dans la région.

Bien qu'il y ait, bien sûr, des différences entre les approches des États, leurs stratégies pour l'Arctique ont des caractéristiques communes.

Premièrement, elles s'appuient principalement sur un réseau d'acteurs qui sont contrôlés ou parrainés par l'État ou encore affiliés à lui aux niveaux national et provincial.

Second, they prioritize scientific research, Arctic governance and networks and economic development as their primary goals in the region.

Third, they rely heavily on multilateralism, both within the Arctic Council and its affiliate institutions and on new Arctic institutions between the Asian states themselves, such as a northeast Asian trilateral dialogue series between China, Japan and South Korea that addresses issues including Arctic shipping routes, fisheries, research and resource development. The three countries have also established an Asian forum for polar sciences. The region's first multilateral organization aimed at fostering collaborative polar science research between Asian states.

Fourth, they are more accommodating of Russian interests in partnerships, particularly with respect to developing a northern sea route between Northeast Asia and Europe.

While Singapore does not have a national level plan at the moment, it operates primarily along the same strategic lines and strategic priorities with the added goal of ensuring its involvement in Arctic transit and port developments, primarily working with Russia. The Singaporean government is concerned that a northern sea route could undermine its value as Asia's premier entrepôt.

What this means for Canada is now a parallel set of states and interests active in the Arctic that operate both within the region's traditional governance and institutional structures and within distinctly Asian institutions in which Canada has little or no voice.

These states are investing disproportionately in the development of material means to operate in the Arctic, with South Korea, in particular, leading the way in icebreaker construction, and will likely move forward with their Arctic agendas regardless of the Arctic Council's direction.

To ensure proactive diplomacy toward these actors, so as to ensure the national interests in the region, Canada's best approach is engagement and dialogue. While Canada would necessarily have to increase the resources that it allocates to its foreign Arctic Policy to realize the full potential of the bilateral and multilateral engagement opportunities in Asia, there is little question that the country's strategic regional posture would benefit as a result. Indeed, as Canada's policy priorities expand in the Arctic, Ottawa will likely find partnership with the Asian Arctic states is critical to achieve its objectives, whether defined in socio-economic development or in security terms.

Deuxièmement, ces stratégies accordent la priorité à la recherche scientifique, à la gouvernance et aux réseaux de l'Arctique et au développement économique dans la région. Ce sont les objectifs premiers.

Troisièmement, ces stratégies s'appuient fermement sur le multilatéralisme, tant au Conseil de l'Arctique et dans les institutions qui y sont affiliées que dans de nouvelles institutions arctiques réunissant des États asiatiques, comme une série de dialogues trilatéraux de l'Asie du Nord-Est — Chine, Japon et Corée du Sud — qui s'intéressent à des questions comme les routes de navigation dans l'Arctique, les pêches, la recherche et l'exploitation des ressources. Les trois pays ont également établi un forum asiatique pour les sciences polaires. La première organisation multilatérale de la région visait à favoriser la recherche scientifique polaire sous le signe de la collaboration entre les États asiatiques.

Quatrièmement, les stratégies tiennent davantage compte des intérêts russes dans les partenariats, surtout en ce qui a trait au développement d'une route maritime septentrionale entre l'Asie du Nord-Est et l'Europe.

Bien qu'elle n'ait pas de plan national à l'heure actuelle, Singapour est guidée principalement par les mêmes orientations et priorités stratégiques, mais elle veut aussi participer au développement du transport et à l'aménagement de ports dans l'Arctique, principalement en collaboration avec la Russie. Le gouvernement de Singapour craint qu'une route maritime du Nord ne mine sa valeur comme principal entrepôt de l'Asie.

Ce que cela signifie pour le Canada? Le voici en présence d'un ensemble d'États et d'intérêts actifs dans l'Arctique, à la fois dans la gouvernance classique de la région et ses structures institutionnelles, et d'institutions distinctement asiatiques où le Canada ne peut pas se faire entendre ou à peu près pas.

Ces États investissent de façon disproportionnée dans la création de matériel pour mener des activités dans l'Arctique — la Corée du Sud, notamment, ouvrant la voie dans la construction de brise-glaces —, et ils iront probablement de l'avant avec leurs programmes pour l'Arctique sans égard aux orientations du Conseil de l'Arctique.

La meilleure approche pour le Canada, s'il veut pratiquer une diplomatie proactive à l'égard de ces acteurs afin de servir ses intérêts nationaux dans la région, consiste à établir des contacts et un dialogue. Bien que le Canada doive nécessairement augmenter les ressources affectées à sa politique étrangère relative à l'Arctique afin de réaliser le plein potentiel des possibilités d'engagement bilatéral et multilatéral en Asie, il ne fait aucun doute que la position stratégique régionale du pays en bénéficierait. En effet, à mesure que les priorités stratégiques du Canada prendront de l'ampleur dans l'Arctique, Ottawa trouvera probablement un partenariat avec les États asiatiques de

Further, as the region's geopolitics become more fraught with great power competition between China and the United States, or Russia and the European Arctic states, particularly in a post-Ukraine strategic environment, Canada will also find it beneficial to increase its presence in Asian strategic dialogues and working groups on the Arctic if only to ensure its foreign policy efforts include both transatlantic and trans-Pacific components. Indeed, greater Canadian engagement with Asian states in the Arctic will necessarily grow in tandem with those same states' growing regional influence, which is outpacing their European and North American counterparts.

In addition, closer coordination with China, Japan, South Korea, and Singapore on Arctic issues, carries with it the added strategic value of deepening Canadian involvement in Indo-Pacific affairs.

A necessary corollary to cooperation with the Asian Arctic states is greater Canadian enmeshment in Indo-Pacific-based dialogue mechanisms and working groups at both the bilateral and multilateral levels. Canadian cooperation with Asian states on Arctic affairs would, therefore, give it far more direct access to the region's predominant economic and security actors than it could otherwise achieve through a stand-alone Indo-Pacific strategy, particularly one that treats Canada's Arctic affairs in isolation from its Indo-Pacific relations.

With that, I'll conclude my comments. Thank you.

The Chair: Thanks very much, Dr. Reeves.

Apologies, senators around the table. Dr. Brady, we looked very much forward to hearing from you, so I apologize for the technical issues.

Colleagues, we will now proceed to questions.

[Translation]

Senator Dagenais: My first question is for Mr. Lanteigne. Mr. Lanteigne, despite Russia's invasion of Ukraine, Canada still seems to be prioritizing diplomacy instead of preparing its military to deal with emerging threats — in my opinion — in the Arctic.

Do you think there is still room for diplomacy in this file? How are countries that are more invested in terms of military capacity in the Arctic seeing the Canadian government's wait

l'Arctique essentiel pour atteindre ses objectifs, qu'ils soient définis en fonction du développement socioéconomique ou de la sécurité.

De plus, à mesure que la géopolitique de la région sera plus marquée par la concurrence entre la Chine et les États-Unis, ou la Russie et les États européens de l'Arctique, notamment dans le contexte stratégique qui suivra le conflit avec l'Ukraine, le Canada trouvera également avantageux d'accroître sa présence dans les dialogues stratégiques et les groupes de travail sur l'Arctique en Asie, ne serait-ce que pour veiller à ce que ses efforts en matière de politique étrangère comprennent des volets transatlantique et transpacifique. En effet, un engagement plus poussé du Canada avec les États asiatiques dans l'Arctique progressera nécessairement de pair avec l'influence régionale croissante de ces mêmes États, qui distancent leurs pendants européens et nord-américains.

En outre, une coordination plus étroite avec la Chine, le Japon, la Corée du Sud et Singapour sur les questions de l'Arctique apporte la valeur stratégique ajoutée d'une plus grande participation du Canada aux affaires indo-pacifiques.

Un corollaire nécessaire de la coopération avec les États asiatiques qui s'intéressent à l'Arctique est la participation accrue du Canada aux mécanismes de dialogue et aux groupes de travail indo-pacifiques, aux niveaux tant bilatéral que multilatéral. La coopération du Canada avec les États asiatiques dans les affaires de l'Arctique lui donnerait donc un accès beaucoup plus direct aux principaux acteurs économiques et sécuritaires de la région qu'il ne pourrait obtenir autrement au moyen d'une stratégie indo-pacifique autonome qui traite les affaires du Canada dans l'Arctique indépendamment de ses relations avec la région indo-pacifique.

C'est ainsi que se terminent mes observations. Merci.

Le président : Merci beaucoup, monsieur Reeves.

Je présente mes excuses aux sénateurs. Madame Brady, nous avons très hâte d'entendre ce que vous aviez à nous dire. Je vous présente mes excuses pour les problèmes techniques que nous avons éprouvés.

Chers collègues, nous allons maintenant passer aux questions.

[Français]

Le sénateur Dagenais : Ma première question s'adresse à M. Lanteigne. Monsieur Lanteigne, malgré l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le Canada semble toujours privilégier la diplomatie plutôt que de s'équiper militairement pour faire face aux menaces qui se profilent — quant à moi — en Arctique.

Croyez-vous qu'il y a encore de la place pour la diplomatie dans ce dossier? De plus, comment les pays qui engagent davantage leurs capacités militaires en Arctique qualifient-ils la

and see approach when it comes to protecting the Arctic, a territory that Russia and China are currently coveting?

[English]

Mr. Lanteigne: Thank you very much.

First of all, it is very important to note that when we talk about the Arctic, especially in terms of security, we are not dealing with a blank or an open space; there is still very much the prevalence of international law. When we talk about interest by Russia or China in Arctic shipping or resources, for example, that has to be taken into account, along with the fact that we are dealing with very specific legal safeguards, which most countries have very much identified.

On the subject of how Canada has responded to the Russia-Ukraine conflict, Canada has responded with a lot of concern that there is the potential for this to spill over in the Arctic in many ways and that such will be quite profound. That has reintroduced questions in Canada about protecting Canadian waters and dealing with Arctic sovereignty.

But the fact is that there are also going to be a lot of questions that need to be answered very quickly, not necessarily because of militarization but, as was previously noted, because much more of the central Arctic is going to be accessible very soon. Now we have the issue not only of safe transit of civilian vessels but the question of more military activity just due to the fact that more of the region is becoming accessible for all kinds of different economic activities.

Very quickly, I would add that Canada is involved in specific disputes over central Arctic sovereignty, specifically the status of the Lomonosov Ridge. Right now, that is primarily a diplomatic issue, but I am concerned that under security circumstances, it will become more of a security-related issue in the near future.

[Translation]

Senator Dagenais: Mr. Reeves, should Canada prioritize the transportation of goods through the northern passage instead of focusing on the development of certain resources?

[English]

Mr. Reeves: I'm not entirely sure the option is one versus the other. In terms of Arctic transit, it's certainly a priority with respect to maintaining a diversity of trade routes between Canada and its trade partners. In terms of resource exploration and exploitation, those are also potential areas of economic opportunity for Canada in the Arctic. Canada should think long term about developing both areas and both lines of effort, in particular.

position attentiste du gouvernement canadien quant à la protection de l'Arctique, territoire que convoitent actuellement la Russie et la Chine?

[Traduction]

M. Lanteigne : Merci beaucoup.

Tout d'abord, il est très important de rappeler que l'Arctique, surtout sur le plan de la sécurité, n'a rien d'un espace indéterminé, ouvert. Le droit international y prévaut encore dans une très large mesure. À propos de l'intérêt de la Russie ou de la Chine pour le transport maritime ou les ressources dans l'Arctique, par exemple, il faut en tenir compte, tout comme il faut tenir compte du fait qu'il existe des garanties juridiques très précises que la plupart des pays ont très bien identifiées.

Quant à sa réaction au conflit entre la Russie et l'Ukraine, le Canada s'est dit très préoccupé par la possibilité que ce conflit se propage dans l'Arctique de bien des façons, ce qui risque d'avoir des répercussions très profondes. Cela a fait ressurgir au Canada des questions sur la protection des eaux canadiennes et de la souveraineté dans l'Arctique.

Mais le fait est qu'il y aura aussi beaucoup de questions auxquelles il faudra répondre très rapidement, pas nécessairement à cause de la militarisation, mais, comme on l'a déjà dit, parce qu'une plus grande partie du centre de l'Arctique sera accessible très bientôt. Aujourd'hui, il ne s'agit pas seulement du passage des navires civils en toute sécurité, mais aussi de l'accroissement de l'activité militaire, simplement parce qu'une plus grande partie de la région devient accessible pour toutes sortes d'activités économiques différentes.

Très rapidement, j'ajouterais que le Canada est engagé dans des différends précis concernant la souveraineté sur le centre de l'Arctique, et notamment le statut de la dorsale de Lomonosov. À l'heure actuelle, il s'agit principalement d'une question diplomatique, mais je crains que, dans des circonstances où la sécurité serait en cause, cela ne devienne davantage une question de sécurité dans un proche avenir.

[Français]

Le sénateur Dagenais : Monsieur Reeves, le Canada devrait-il privilégier le transport de marchandises par le passage du Nord plutôt que de cibler le développement de certaines ressources?

[Traduction]

M. Reeves : Je ne suis pas tout à fait certain qu'il faille choisir l'un plutôt que l'autre. Pour ce qui est du transport dans l'Arctique, c'est certainement une priorité sous l'angle du maintien d'une diversité de routes commerciales entre le Canada et ses partenaires commerciaux. Quant à la prospection et à l'exploitation des ressources, ce sont également des secteurs qui pourraient offrir des débouchés économiques au Canada dans l'Arctique. Le Canada devrait envisager à long terme le

[Translation]

Senator Boisvenu: Once again, I welcome our witnesses. My question is for Mr. Lanteigne. According to what you said, you see China as very careful and conservative in terms of policies in the Arctic. What is your view of things if the conflict in Ukraine was to get worse or take on international dimensions and affect the Arctic territory?

If the conflict was to escalate, what do you think China's position would be on the protection of its private interests and on its friendship with Russia?

[English]

Mr. Lanteigne: Thank you. That is an excellent question. It goes back to the point I made previously about China's very difficult attempt to put forward some kind of neutrality policy regarding the conflict.

The fact is that, with all the discussion about where China stands, the best way of answering your question is to say that China is on the side of China. China is interested in any outcome that benefits its own situation, economically, politically or strategically.

While we talk about the very close relationship between China and Russia, and, as was mentioned, the no-limits relationship policy that was signed back in early February, it's also important to note that China has very important interests in Ukraine, Eurasia and Europe, none of which can be discarded either. That is the main reason why China is still trying to attempt some degree of neutrality, if you will, calling for an immediate end to hostilities.

What China is now trying to reconcile, though, is the fact that this has disrupted a great deal of the Chinese economy. China's economy is now facing some very significant headwinds, not only due to the zero-COVID policy but because many imports that China has been counting on have been disrupted in various ways.

China is seeking, in the end, any particular policy that will benefit its own interests, especially since the country is heading into not only a very difficult economic period but also what is proving to be a complicated party congress. If history is any guide, the politics involved in that are going to be critical for where China goes from here.

[Translation]

Senator Boisvenu: My second question is for Mr. Reeves. You talked a lot about the dialogue between Canada and actors present in the Arctic. Do you think the real diplomatic issue concerning the Arctic is China, in the sense that Canada and the

développement des deux secteurs et faire des efforts sur les deux plans.

[Français]

Le sénateur Boisvenu : Encore une fois, bienvenue à nos témoins. Ma question s'adresse à M. Lanteigne. Selon vos propos, vous qualifiez la Chine de très prudente et conservatrice en matière de politiques dans l'Arctique. Quelle est votre perception des choses si jamais le conflit en Ukraine s'envenime ou s'internationalise et qu'il touche le territoire arctique?

Selon vous, si jamais le conflit prend de l'ampleur, quelle sera la position de la Chine par rapport à la protection de ses intérêts privés et par rapport à sa relation d'amitié avec la Russie?

[Traduction]

M. Lanteigne : Merci. C'est une excellente question. Elle nous ramène à ce que j'ai dit tout à l'heure au sujet de la très difficile tentative de la Chine de proposer une politique de neutralité à l'égard du conflit.

Le fait est que, compte tenu de toute la discussion sur la position de la Chine, la meilleure réponse à votre question, c'est que la Chine est du côté de la Chine. Elle souhaite une issue qui servira bien sa propre situation économique, politique ou stratégique.

Il existe certes une relation très étroite entre la Chine et la Russie, et, comme on l'a dit, une politique sur leurs relations qui n'est assujettie à aucune limite a été signée au début de février, mais il importe également de rappeler que la Chine a des intérêts très importants en Ukraine, en Eurasie et en Europe, et aucun de ces intérêts ne peut être sacrifié. C'est la principale raison pour laquelle la Chine tente toujours de conserver une certaine neutralité en réclamant la fin immédiate des hostilités.

Le problème que la Chine essaie maintenant d'atténuer, cependant, c'est le fait que le conflit a perturbé une grande partie de son économie, qui bute maintenant sur des obstacles très importants, non seulement à cause de la politique zéro COVID, mais aussi parce que de nombreuses importations sur lesquelles elle comptait ont été perturbées de diverses façons.

La Chine cherche, en fin de compte, à mettre en place une politique qui servira ses propres intérêts, d'autant plus que le pays se dirige non seulement vers une période économique très difficile, mais aussi vers ce qui s'avère être un congrès du parti qui sera compliqué. Si on se fie un tant soit peu à l'histoire, les tractations politiques seront cruciales pour l'avenir de la Chine.

[Français]

Le sénateur Boisvenu : Ma seconde question s'adresse à M. Reeves. Vous avez beaucoup parlé du dialogue entre le Canada et les acteurs présents dans l'Arctique. Selon vous, est-ce que le véritable enjeu diplomatique concernant l'Arctique est la

United States must do everything they can to ensure some neutrality from China if ever the conflict escalated, to ensure that China would not side with Russia?

Do you think the real issue for Canada and the United States is to maintain those diplomatic ties with China at the highest level?

[English]

Mr. Reeves: I certainly believe that dialogue is a critical component of crisis avoidance and crisis mitigation, whether that's with respect to the Arctic or the broader geopolitical, strategic competition we are seeing emerge in the Indo-Pacific or in Europe.

Fundamentally, in Canada's and the United States' interests to engage in dialogue with China, specifically to try to find areas of common security agreements and common interests in order to avoid conflict. That's going to be critical with the Arctic.

Part of that, however, extends beyond Canada-U.S. relations, and Canada can be far more proactive in engaging with China within the Indo-Pacific region, in particular in concert with other Asian states that have interests in the Arctic and that have long-term strategic concerns around China's rise, but that also have a close working relationship with China on Arctic issues. Many of those issues are embedded in the idea of the importance of Arctic governance in coordination with the Arctic Council, trying to move toward international standards and best practices around Maritime law, security and communication.

There is a huge opportunity for Canada to play a proactive role in bringing the voices and concerns of a trans-Atlantic community on Arctic affairs to the Pacific and to position itself as a bridge between the two sides. It's an important strategic role that Canada can play. It plays to our geography, and it plays to our multidirectionality in terms of engagement. It's the perfect role for a middle power in terms of international geopolitics. It raises Canada's value as an Arctic actor.

Senator Boisvenu: Thank you.

Senator M. Deacon: Hello, and thank you both for being here today. Your expertise is greatly appreciated.

Colleagues, I hope you'll help me to embellish a little bit. I want to build upon a question from the last round that has come up in a couple of different ways around the table.

Chine, dans le sens où le Canada et les États-Unis doivent tout faire pour s'assurer d'une certaine neutralité de la Chine si jamais le conflit s'étend, pour faire en sorte que la Chine ne s'engage pas du côté de la Russie?

Selon vous, est-ce que le véritable enjeu pour le Canada et les États-Unis est de maintenir ces liens diplomatiques au niveau le plus élevé avec la Chine?

[Traduction]

M. Reeves : Je suis convaincu que le dialogue est un élément essentiel de l'évitement et de l'atténuation des crises, qu'il s'agisse de l'Arctique ou de la concurrence géopolitique et stratégique plus vaste qui se dessine dans l'Indo-Pacifique ou en Europe.

Fondamentalement, il est dans l'intérêt du Canada et des États-Unis d'engager un dialogue avec la Chine, notamment pour trouver des domaines où il peut y avoir des accords de sécurité et des intérêts communs afin d'éviter les conflits. Ce sera essentiel dans l'Arctique.

Toutefois, il faut dépasser le cadre des relations canado-américaines, et le Canada peut être beaucoup plus proactif dans ses relations avec la Chine dans la région indo-pacifique, en particulier de concert avec d'autres États asiatiques qui ont des intérêts dans l'Arctique et qui ont des préoccupations stratégiques à long terme concernant la montée de la Chine, mais qui ont également une relation de travail étroite avec elle relativement à l'Arctique. Bon nombre de ces questions sont indissociables de l'idée que la gouvernance de l'Arctique est importante, en coordination avec le Conseil de l'Arctique, car il faut essayer d'adopter des normes internationales et des pratiques exemplaires en matière de droit de la mer, de sécurité et de communication.

Le Canada a une occasion en or de jouer un rôle proactif en faisant entendre du côté du Pacifique la voix et les préoccupations d'une communauté transatlantique sur les affaires de l'Arctique et en se positionnant comme une passerelle entre les deux parties. C'est un rôle stratégique important que le Canada peut jouer, profitant de sa situation géographique et de ses engagements multidirectionnels. C'est le rôle parfait pour une puissance moyenne dans la géopolitique internationale. Il rehausse la valeur du Canada en tant qu'acteur de l'Arctique.

Le sénateur Boisvenu : Merci.

La sénatrice M. Deacon : Bonjour, et merci à vous deux d'être là. Merci beaucoup de nous faire profiter de vos compétences.

Chers collègues, j'espère que vous m'aidez à améliorer la présentation des choses. Je voudrais revenir sur une question qui a été posée de diverses manières au premier tour.

As we are all aware, both Finland and Sweden are considering joining NATO. My question is straightforward and is outside of Article 5: What, if anything, would that do to change the western defensive situation in the Arctic? Are we already intertwined enough in this area that it would be more of a cosmetic change only or are there some interoperability arrangements that have yet to be explored that could be bolstered by them joining the alliance?

I will first direct that question to Dr. Lanteigne and then pass it after that.

Mr. Lanteigne: Thank you very much. That's an excellent question.

Absolutely, there have been many occasions where NATO has cooperated directly with both Finnish and Swedish military actors. So in terms of understanding various security policies, military viewpoints, there would not be too much in the way of additional information required at this stage.

What is very significant, though, and this is a discussion here in Norway because we have a border directly with Russia up here in the Norwegian north, we would now have a much longer border between NATO and Russia. That means that border security, which obviously is a great consideration if we're talking about Norway or the Baltics, suddenly becomes that much more complicated.

It also goes to the idea, as was noted, that in regard to Arctic security — because of the fact that we now have two other Arctic states that will be directly involved within NATO — that means that, once again, the Arctic becomes much closer to the issue of militarization and NATO versus Russian military policies.

I would also point out that this also creates an interesting situation for the Baltic states, because they would also be more greatly intertwined in many of these security questions, especially considering the very close relationship, for example, between the Baltics and Finland.

In regard to border security, I think that's probably where we're going to be seeing the most change in thinking and also change in policy-making.

Senator M. Deacon: Thank you. I wasn't sure if Dr. Reeves wanted to add a viewpoint on that.

Mr. Reeves: I think Mr. Lanteigne's comments are spot-on with respect to the transatlantic component of this.

I would just highlight that starting in early April there was a NATO foreign ministers meeting where Asia-Pacific actors, including Japan, South Korea, Australia and other like-minded countries from the Indo-Pacific, came together and identified the

Comme nous le savons tous, la Finlande et la Suède envisagent de se joindre à l'OTAN. Ma question est simple et n'a rien à voir avec l'article 5. Cela changerait-il quelque chose à la défense de l'Occident dans l'Arctique? Avons-nous déjà suffisamment de liens avec ces pays pour qu'il s'agisse d'un changement superficiel seulement ou y a-t-il des ententes d'interopérabilité qui n'ont pas encore été explorées et qui pourraient être renforcées par l'adhésion de ces pays à l'alliance?

J'adresse la question d'abord à M. Lanteigne, puis je la soumettrai à l'autre témoin.

M. Lanteigne : Merci beaucoup. C'est une excellente question.

Il est tout à fait vrai que, à maintes reprises, l'OTAN a coopéré directement avec des acteurs militaires finlandais et suédois. Donc, pour ce qui est de comprendre les diverses politiques de sécurité, les points de vue militaires, il n'y aurait pas beaucoup d'information supplémentaire à communiquer à ce stade-ci.

Ce qui est très important, par contre, et c'est un débat qui a cours en Norvège parce que nous avons une frontière directe avec la Russie, dans le Nord de la Norvège, c'est qu'il y aurait ensuite une frontière beaucoup plus longue entre l'OTAN et la Russie. Cela signifie que la sécurité frontalière, qui est évidemment un important facteur, si nous parlons de la Norvège ou des pays baltes, deviendrait soudain beaucoup plus compliquée.

Il y a aussi un lien avec une autre idée. Comme on l'a fait remarquer, à propos de la sécurité dans l'Arctique, étant donné que nous avons maintenant deux autres États de l'Arctique qui seront directement rattachés à l'OTAN, le problème de la militarisation sera plus pressant dans l'Arctique, et les politiques militaires de l'OTAN et celles de la Russie s'affronteront directement.

Je souligne aussi que la situation sera intéressante pour les États baltes, parce qu'ils seront plus étroitement liés à bon nombre de ces questions de sécurité, d'autant plus qu'il existe des liens très étroits entre eux et la Finlande.

Quant à la sécurité frontalière, c'est probablement là que nous verrons le plus de changement dans la façon de penser et aussi dans l'élaboration des politiques.

La sénatrice M. Deacon : Merci. M. Reeves veut-il ajouter quelque chose?

M. Reeves : Les observations de M. Lanteigne sont tout à fait pertinentes en ce qui concerne le volet transatlantique.

Je souligne que, début avril, il y a eu une réunion des ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN où des acteurs de l'Asie-Pacifique, dont le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et d'autres pays aux vues similaires de la région indo-pacifique ont

opportunity for greater cooperation between some of the partners — in particular the U.S.-led alliance system within the Asia-Pacific and NATO — to cooperate not only on security within Europe but to talk more about how that coordination and cooperation could take place within the Indo-Pacific.

Of course, if Japan and South Korea become more enmeshed in NATO's architecture, and both have interests in providing some sort of security presence in the Arctic, that will have long-term implications for the way that China thinks about the region and certainly could potentially lead to greater security tensions across the Arctic.

Immediately after the foreign ministers' meeting of NATO, China came forward and said this expansion of NATO into the Indo-Pacific is a direct threat to our national security. We see it very much as Russia with respect to NATO's increasing expansion toward our border, as an existential threat, and will respond accordingly. Those dynamics are certainly there, and Japan and South Korea play an important part in that dynamic as well.

Senator M. Deacon: Thank you.

The Chair: Thank you for the question and for two very strong answers.

Senator Boehm: Thank you very much. My question is to both of our witnesses today, starting with Dr. Lanteigne.

We heard in your remarks and, indeed, in remarks made earlier in the previous panel about how Canada should step up its diplomatic game. We are, of course, on the Arctic Council. At our embassy in Oslo, we have a small office that is dedicated to the Arctic and the Arctic Council.

Dr. Lanteigne, you're sitting there in Tromsø, far north of Oslo. Is there anything that we could learn from the Norwegians? Norway has been in a similar position as we have been in, catching the ire of China; this is a few years ago, but you will know it well from the Nobel Peace Prize award and the banning of Norwegian salmon.

Are there best practices that we could engage with, particularly with Norway and with the Nordic countries, in terms of how we could combine our diplomatic skills in some way to engage more with China, or at least make comparisons that are relevant? That would include informal discussions on the Lomonosov Ridge issue that Russia has created in terms of its claim in the Arctic.

discuté et conclu à la possibilité d'une plus grande coopération entre certains des partenaires — notamment le système d'alliance dirigé par les États-Unis en Asie-Pacifique et l'OTAN — non seulement sur le plan de la sécurité en Europe, mais aussi pour discuter davantage des modalités de coordination et de coopération dans la région indo-pacifique.

Bien sûr, si le Japon et la Corée du Sud se lient davantage à l'architecture de l'OTAN et si les deux pays trouvent intérêt à assurer une certaine forme de présence liée à la sécurité dans l'Arctique, cela aura des répercussions à long terme sur la façon dont la Chine perçoit la région et pourrait certainement entraîner des tensions plus importantes sur le plan de la sécurité dans l'Arctique.

Immédiatement après la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN, la Chine a déclaré que cette expansion de l'OTAN dans la région indo-pacifique constitue une menace directe pour sa sécurité nationale. Tout à fait comme la Russie, la Chine considère l'expansion de l'OTAN vers ses frontières comme une menace existentielle et elle prévient qu'elle réagira en conséquence. Ces dynamiques existent certainement, et le Japon et la Corée du Sud jouent également un rôle important à cet égard.

La sénatrice M. Deacon : Merci.

Le président : Je vous remercie de la question et de deux réponses très solides.

Le sénateur Boehm : Merci beaucoup. Ma question s'adresse aux deux témoins, en commençant par M. Lanteigne.

Nous avons entendu dans vos observations et, en fait, dans les réflexions faites tout à l'heure par le groupe de témoins précédent, que le Canada devrait intensifier ses efforts diplomatiques. Bien sûr, nous faisons partie du Conseil de l'Arctique. À notre ambassade d'Oslo, nous avons un petit bureau qui se consacre à l'Arctique et au Conseil de l'Arctique.

Monsieur Lanteigne, vous vous trouvez à Tromsø, bien au nord d'Oslo. Y a-t-il quoi que ce soit que nous puissions apprendre des Norvégiens? La Norvège s'est trouvée dans une situation semblable à la nôtre, sous le coup de la colère de la Chine. C'était il y a quelques années, mais vous le savez très bien. C'était à cause de l'attribution du prix Nobel de la paix, et la Chine a interdit les importations de saumon norvégien.

Y a-t-il des pratiques exemplaires que nous pourrions adopter, particulièrement avec la Norvège et les pays nordiques? Comment pourrions-nous conjuguer nos compétences diplomatiques afin d'avoir des relations plus solides avec la Chine ou au moins de faire des comparaisons pertinentes? Il pourrait y avoir des échanges libres au sujet de la dorsale de Lomonosov, question que la Russie a soulevée pour étayer ses revendications dans l'Arctique.

Should we strengthen our mission further? There was a suggestion made by Dr. Shadian earlier that we should put a consulate into Greenland. We had one once during World War II. That was for security reasons so we could detect German submarines.

What are your thoughts? Do you have any practical suggestions? I would start with Dr. Lanteigne and finish with Dr. Reeves. Thanks.

Mr. Lanteigne: Thank you. Excellent questions.

One point to make about the Norway-China relationship, during the period of the diplomatic freeze, one area where Norwegian and Chinese representatives, scholars, academics were able to sit down and discuss were areas related to the Arctic.

For example, the Arctic Frontiers conference which takes place here every January, normally this was an area where politics was pretty much checked at the door. There was discussion about mutual concerns regarding climate change and various socio-economic issues in the Arctic.

Across in Iceland, there are also very large-scale Track II organizations, the Arctic Circle, where many non-Arctic states have come forward to not only compare notes with Arctic scholars but also to bring forward their own Arctic policies.

I definitely think this is an area which Canada should be looking at more closely. Several countries, including non-Arctic states, have started to put forward various academic and research initiatives designed to bring together scholarship in areas of mutual concern, especially in the area of the environment. I think that is an area that Canada would be in an excellent position to look at much more directly.

Also, I second the argument that Greenland, especially, has taken the opportunity over the past two years, ever since it was put into the news back in 2019, to update its own visibility through these various Track II areas and, again, Canada is in a very good position to assist with that.

I would also point out that talking about other non-Arctic states, Japan and Korea especially — and I would probably also add Singapore to the list — have all, despite the fact that they are not Arctic states and that they are also relative newcomers, have really gone forward to look for various ways of inviting research collaboration with Arctic scholars, to set up various projects, various events and conferences, in order to share information. This is something which should absolutely be encouraged and Canada should be looking at much more closely.

Mr. Reeves: Would you like me to add to that?

Devrions-nous renforcer davantage notre mission? Tout à l'heure, Mme Shadian a suggéré d'établir un consulat au Groenland. Nous en avons eu un pendant la Seconde Guerre mondiale. C'était pour des raisons de sécurité. Nous voulions pouvoir détecter les sous-marins allemands.

Qu'en pensez-vous? Avez-vous des idées pratiques à proposer? Je m'adresse d'abord à M. Lanteigne, après quoi M. Reeves pourra répondre. Merci.

M. Lanteigne : Merci. Ce sont d'excellentes questions.

À propos des relations entre la Norvège et la Chine, pendant la période de froid diplomatique, les représentants, scientifiques et universitaires norvégiens et chinois ont pu discuter de questions liées à l'Arctique.

Par exemple, à la conférence Arctic Frontiers, qui a lieu en Norvège chaque année en janvier, la politique est normalement exclue, pour l'essentiel. On y discute des préoccupations mutuelles concernant les changements climatiques et diverses questions socioéconomiques dans l'Arctique.

En Islande, il y a aussi des organisations de très grande envergure de la voie 2, Arctic Circle, où de nombreux États non arctiques se sont présentés non seulement pour des échanges de vues avec des spécialistes de l'Arctique, mais aussi pour exposer leurs propres politiques sur l'Arctique.

Je suis convaincu que c'est un champ d'action auquel le Canada devrait s'intéresser davantage. Plusieurs pays, y compris des États non arctiques, ont commencé à proposer diverses initiatives universitaires et de l'ordre de la recherche visant à réunir des chercheurs dans des domaines d'intérêt commun, notamment l'environnement. C'est un domaine où le Canada serait très bien placé pour participer beaucoup plus directement.

De plus, j'appuie l'argument selon lequel le Groenland, en particulier, a saisi l'occasion au cours des deux dernières années, depuis qu'il a fait les manchettes en 2019, pour gagner en visibilité dans ces divers domaines de la voie II et, encore une fois, le Canada est très bien placé pour apporter son aide à cet égard.

Je souligne également que d'autres États non arctiques, notamment le Japon et la Corée — et j'ajouterais probablement Singapour à la liste —, ont tous cherché, malgré le fait qu'ils ne sont pas des États arctiques et qu'ils sont plus ou moins des novices, diverses façons de favoriser la collaboration en matière de recherche avec les spécialistes de l'Arctique, de lancer divers projets, de proposer divers événements et conférences, afin d'échanger de l'information. C'est une chose qu'il faut absolument encourager et le Canada devrait s'y intéresser de beaucoup plus près.

M. Reeves : Voulez-vous que j'ajoute quelque chose?

The Chair: If you could very briefly, Dr. Reeves.

Mr. Reeves: Absolutely. Just to pick up on Mr. Lanteigne's point, the opportunities across the Asia-Pacific or the Indo-Pacific with the non-Arctic Asian states is significant. Almost all of them have dialogues focused on sustainability, on long-term climate change mitigation, engagement, the focus on building networks of scholars, of youth in particular, to raise awareness around the Arctic exists within Japan, China, South Korea and Singapore. All of them have committed projects, committed scheduled events that take place both within the Indo-Pacific and with European counterparts in particular.

There are many opportunities within the Asia-Pacific to be involved in working level groups that are focused on not only developing pragmatic operational approaches to Arctic problems, but are also focused on thinking long term about Arctic standards with respect to development, transit, engagement and particularly around issues related to governance and stability, which is a priority across the Indo-Pacific toward the Arctic.

Senator Boehm: Could we entice the U.S. to engage more?

Mr. Reeves: I certainly think that's a value that Canada could bring to the Asia-Pacific, the Indo-Pacific in particular, to be able to act as an interlocutor for American interests with some of these key players.

I think in particular in relationships like China, when there's a low level of trust between the United States and China, Canada can work with other states within the region, not only with Asia-Pacific or Indo-Pacific states, but also with other Arctic Council members to engage, for example, with Japan, with South Korea, to build certain capacities and programs within those national economies that then could translate into China and provide an opportunity, a very measurable opportunity, for U.S. engagement as well in the region.

A lot of the issues that China is focused on in the Arctic tend to be on the softer side in terms of its foreign policy. We talk about having a cooperative relationship, on the one hand, with China and a competitive relationship where needs be and we often identify issues like climate change, environmental protection, as areas where we can cooperate. Many of those opportunities exist specifically within the Arctic, where China is interested in more long-term thinking about climate, more interested in thinking about natural resource management, sustainable development. Those are the areas — when we do tend to talk about potential for collaboration — that usually come up as a list of those potential opportunities.

Le président : Très brièvement, monsieur Reeves.

M. Reeves : Absolument. Pour revenir à ce que M. Lanteigne a dit, dans l'ensemble de l'Asie-Pacifique ou de l'Indo-Pacifique, il y a de belles occasions à saisir avec les États non arctiques de l'Asie. Presque tous ont des dialogues axés sur la durabilité, sur l'atténuation à long terme des changements climatiques, sur l'engagement, sur l'établissement de réseaux d'universitaires, de jeunes en particulier, pour sensibiliser l'opinion à l'Arctique. Il y en a au Japon, en Chine, en Corée du Sud et à Singapour. Tous ont des projets, des manifestations programmées auxquels ils se sont engagés et qui se déroulent à la fois dans l'Indo-Pacifique et avec des homologues européens.

L'Asie-Pacifique offre de nombreuses occasions de participer à des groupes de travail qui s'intéressent non seulement à l'élaboration d'approches opérationnelles pragmatiques des problèmes de l'Arctique, mais aussi à une réflexion à long terme sur les normes de l'Arctique sur le développement, le transport, l'engagement et, en particulier, les questions de gouvernance et de stabilité, ce qui est une priorité dans l'ensemble de la région indo-pacifique à l'égard de l'Arctique.

Le sénateur Boehm : Pourrions-nous inciter les États-Unis à s'engager davantage?

M. Reeves : C'est certainement une chose que le Canada pourrait apporter à l'Asie-Pacifique, à l'Indo-Pacifique en particulier. Il pourrait agir comme interlocuteur pour les intérêts américains auprès de certains de ces acteurs clés.

Dans des relations comme celles qu'on peut avoir avec la Chine, puisqu'il y a un faible niveau de confiance entre les États-Unis et la Chine, le Canada peut travailler avec d'autres États de la région. Et non seulement avec les États de l'Asie-Pacifique ou de l'Indo-Pacifique, mais aussi avec d'autres membres du Conseil de l'Arctique, par exemple, avec le Japon et la Corée du Sud. Il serait possible de renforcer certaines capacités et certains programmes dans ces économies nationales. Tout cela pourrait ensuite être transposé en Chine et offrir une occasion, une occasion très appréciable, d'engagement des États-Unis dans la région.

Bon nombre des questions sur lesquelles la Chine se concentre dans l'Arctique ont tendance à se situer du côté le plus conciliant de sa politique étrangère. Il s'agit d'avoir une relation de coopération avec la Chine, mais aussi une relation de concurrence, au besoin. Nous considérons souvent des questions telles les changements climatiques et la protection de l'environnement comme des domaines où nous pouvons collaborer. Bon nombre de ces possibilités existent précisément dans l'Arctique, où la Chine s'intéresse davantage à la réflexion à long terme sur le climat, à la gestion des ressources naturelles et au développement durable. Ce sont les domaines qui viennent à l'esprit lorsqu'il est question des possibilités de collaboration. Ce sont habituellement les possibilités auxquelles on pense.

The Chair: Thanks very much to you both.

Senator Smith: Thank you to the witnesses. In listening to the testimony, something shot out in my brain — and maybe I don't have much of my brain left after all the years of physical contact, but — Indigenous cooperation. I am just wondering, for both of you, have you had a chance or have you spent time or are there lessons that we can take from the Indigenous folks, whether it's in North America or in Europe, that can be beneficial to the development of military infrastructure sites or climate change — we know that climate change is a very, very serious problem. I'm just wondering what level of consciousness does the Indigenous population have in the planning for construction infrastructure, et cetera, in the North?

Mr. Reeves: I can provide some value around this discussion more with respect to opportunities for engagement on Indigenous development issues with the Asia-Pacific economies in particular, and perhaps Mr. Lanteigne can tackle the more specific Indigenous opportunities for development.

Across the Asia-Pacific, whether you're looking at China, Japan, South Korea, even Singapore, there are robust lines of effort within their Arctic strategies to develop Indigenous opportunities for their own Indigenous populations to recognize the Indigenous value and the Indigenous perspectives around sustainable development in the Arctic in particular. And they've done that both in terms of their national strategies and also their engagement with the Arctic Council and other Arctic-relevant institutions.

That focus on Indigenous relations is a huge area for potential cooperation, whether it's bilateral or multilateral, from Canada to the Indo-Pacific, in particular. Certainly, I think that's one area that the Asia-Pacific states themselves are very interested in pursuing because it provides a very easy entry into Arctic affairs with respect to engagement, a common strategic priority for all the Arctic actors within the region. But it also demonstrates that they are committed long-term to the sustainable, inclusive and diverse approach to the Arctic, which has become such a central part of Canada's foreign policy in particular.

Mr. Lanteigne: Thank you. I have just two quick points to add. First of all, if you are going to be an observer in the Arctic Council, it is understood that one of the roles you must play is looking for ways of engaging Indigenous peoples in the Arctic, to share information, to understand what is happening in a variety of areas, in socio-economic development and so forth.

Le président : Merci beaucoup à vous deux.

Le sénateur Smith : Merci aux témoins. En écoutant les témoignages, une question a surgi dans mon cerveau — pour ce qu'il m'en reste, après toutes ces années de coups à la tête —, celle de la coopération avec les populations autochtones. Je m'adresse aux deux témoins. Avez-vous eu la chance de parler à des Autochtones, de passer du temps avec eux? Y a-t-il des enseignements que nous pouvons tirer de leur expérience, que ce soit en Amérique du Nord ou en Europe, et qui pourraient être utiles pour l'aménagement d'installations militaires ou la lutte contre les changements climatiques, qui constituent un problème extrêmement grave? Dans la population autochtone, jusqu'où va la prise de conscience pour ce qui est de la planification d'infrastructures dans le Nord, par exemple?

M. Reeves : Je peux contribuer à la discussion en parlant des possibilités d'engagement sur les questions de développement autochtone dans les économies de l'Asie-Pacifique en particulier. Peut-être M. Lanteigne pourra-t-il aborder les possibilités de développement qui se rapportent plus expressément aux Autochtones.

Dans l'ensemble des pays de l'Asie-Pacifique, qu'il s'agisse de la Chine, du Japon, de la Corée du Sud ou même de Singapour, on déploie de solides efforts dans les stratégies visant l'Arctique pour que leurs propres populations autochtones reconnaissent la valeur de la dimension autochtone et les perspectives de développement durable pour les Autochtones dans l'Arctique. Ces pays ont agi de la sorte tant dans leurs stratégies nationales que dans leur engagement auprès du Conseil de l'Arctique et d'autres institutions pertinentes de l'Arctique.

L'accent mis sur les relations avec les Autochtones est un énorme domaine ouvert à la coopération, qu'elle soit bilatérale ou multilatérale, du Canada à l'Indo-Pacifique, en particulier. Chose certaine, c'est un domaine que les États de l'Asie-Pacifique eux-mêmes souhaitent vivement explorer parce qu'il y a là un accès très facile aux affaires de l'Arctique sur le plan de l'engagement, une priorité stratégique commune pour tous les acteurs de l'Arctique dans la région. Cela montre également qu'ils sont déterminés à long terme à adopter une approche durable, inclusive et diversifiée à l'égard de l'Arctique, approche qui est devenue un élément central de la politique étrangère du Canada.

M. Lanteigne : Merci. Je vais ajouter rapidement deux points. Tout d'abord, si un pays veut être un observateur au Conseil de l'Arctique, il est entendu qu'il doit notamment chercher des moyens de faire participer les peuples autochtones dans l'Arctique, de communiquer l'information, de comprendre ce qui se passe dans diverses régions, dans le développement socioéconomique et ainsi de suite.

Several observer countries, and I would especially point to Korea, Japan and Singapore, have been extremely active in this type of engagement. Other potential Arctic Council observers have also been encouraged to look at these areas of cooperation.

Speaking from a Norwegian viewpoint, there was a lot of discussion here a few years ago about the potential development of a railway system linking Kirkenes, Norway to Rovaniemi in Finland, and there was again some discussion about Chinese investment in it. It caused all kinds of discussion, but it was met with a great deal of concern by local Sami populations here because of the direct effect on the environment, as well as on traditional reindeer herding.

The project is now in abeyance. I don't see it coming about any time soon, but this is one example of the fact that if we're going to be talking about the engagement of non-Arctic states in the Arctic, it's not enough to go to Oslo, to Helsinki, to Stockholm. It is also necessary to come to the region, to understand the economics of the region, the peoples of the region, and very often that gets lost in the shuffle. Depending on measurement, there are 4 million people who live north of the Arctic Circle here. There is a tendency to not necessarily take that into account when discussing the areas, for example, of infrastructure and economic development, including shipping.

Senator Yussuff: Thank you, witnesses, for being here today and thank you for sharing your breadth of experience. Canada's history in the North has been served by diplomacy, collaboration and cooperation. If you reflect on it, it's been to our advantage over the years. Granted, climate change and the hostility with Russia will obviously change a lot. Can we not continue on the same path?

Do you see a great deal of diversion into another direction, given what we have achieved throughout our history and how we have been able to maintain our sovereignty but also maintain cooperation and collaboration for the greater interest? We have been trying to, of course, respect the traditions of the North and the northern people who occupy the region. In their interests, they would not like to see hostility among any nations. We recognize they have self-interests among themselves. Do you think there needs to be a great deal of departure from what we have pursued in our interests throughout history? I would ask both witnesses to respond.

Mr. Lanteigne: That is an excellent question. I know it is being asked not only in Canada but also here in Norway, along similar lines.

Although many issues have maintained some similarity over time, there are two major changes in the Arctic which simply can't be ignored. The first is the fact that we are dealing with the rapidly changing environmental situation. That is affecting so many different parts of the region. If you're looking at the

Plusieurs pays observateurs, notamment la Corée, le Japon et Singapour, ont été extrêmement actifs dans ce type d'engagement. D'autres pays qui pourraient devenir des observateurs au Conseil de l'Arctique ont également été encouragés à examiner ces champs de coopération.

Du point de vue norvégien, il y a eu beaucoup de discussions, il y a quelques années, au sujet de la construction d'une ligne ferroviaire reliant Kirkenes, en Norvège, à Rovaniemi, en Finlande. Il y a eu aussi des débats au sujet de l'investissement chinois dans ce chemin de fer. Les discussions ont été nombreuses, mais les populations samies locales se sont beaucoup préoccupées du projet à cause des effets directs sur l'environnement et sur le cheptel traditionnel de rennes.

Le projet est maintenant en veilleuse. Je ne pense pas que ce soit pour bientôt, mais cet exemple montre que, pour l'engagement d'États non arctiques dans l'Arctique, il ne suffit pas de s'adresser aux autorités d'Oslo, d'Helsinki ou de Stockholm. Il faut aussi aller dans les régions, en comprendre l'économie, les populations, et il arrive très souvent que l'initiative proposée se perde dans un embrouillamini. Selon les divers décomptes, 4 millions de personnes vivent au nord du cercle arctique. On a tendance à ne pas nécessairement en tenir compte lorsqu'on discute de divers secteurs, comme l'infrastructure et le développement économique, y compris le transport maritime.

Le sénateur Yussuff : Je remercie les témoins d'être là et de nous faire profiter de leur vaste expérience. L'histoire du Canada dans le Nord a été servie par la diplomatie, la collaboration et la coopération. À la réflexion, cela a été à notre avantage au fil des ans. Il est vrai que les changements climatiques et l'hostilité à l'égard de la Russie changeront beaucoup de choses. Ne pouvons-nous pas continuer sur la même voie?

Entrevoyez-vous beaucoup de grandes réorientations, compte tenu de ce que nous avons accompli tout au long de notre histoire et de la façon dont nous avons pu préserver notre souveraineté tout en maintenant la coopération et la collaboration au nom d'intérêts supérieurs? Nous essayons, bien sûr, de respecter les traditions du Nord et de ceux qui occupent la région. Dans leur propre intérêt, ils ne voudraient aucune hostilité entre les nations. Nous reconnaissons qu'ils ont entre eux des intérêts propres. Pensez-vous qu'il faudrait s'écarter beaucoup de ce que nous avons fait dans notre intérêt tout au long de l'histoire? J'invite les deux témoins à répondre.

M. Lanteigne : C'est une excellente question. On l'entend bien souvent aussi en Norvège.

Bien que de nombreux enjeux soient demeurés similaires au fil du temps, l'Arctique subit deux changements majeurs que l'on ne peut tout simplement pas ignorer. Le premier est l'évolution rapide de la situation environnementale. Elle touche un grand nombre d'enjeux dans la région, comme l'environnement, le

environment, if you're looking at economic development, if you're looking at traditional practices, all of that is now starting to change at a very significant clip.

I can point to all kinds of different reports. The latest IPCC report which just came out really is starting to sound an alarm bell about the fact that we are getting very close to a point of no return, not only in regard to global climate change but especially up here in the Arctic.

We are still trying to estimate how that will affect many parts of the region with regard to what will happen to the peoples who live in the Arctic. We are still trying to catch up with a lot of these changes.

The other significant change which has happened here, which has been discussed and is the main topic of this meeting, is the fact that the Arctic is becoming much more of an international space. Now, that doesn't mean that there will be challenges to international law or that the Arctic Council will be subject to any kind of dispute, but look at the sheer number of international actors who are interested in engaging in the region, in becoming Arctic stakeholders in various ways. As was noted, it is becoming a very crowded space here.

Accommodating the interests of Arctic governments, the interests of Arctic peoples, Indigenous populations, and many non-Arctic governments and organizations that would also like to engage in this region, will be a very significant challenge.

There have been all kinds of discussions about, well, do we need new organizations? Do we need a treaty? Do we need any kind of new forms of governance? These are debates which we absolutely should be having, but it all goes down to the fact that we are dealing with a rapidly changing situation, both because of climate change and the fact that we're dealing with so many actors who want to look at the region, who want to play a part in how the region will be governed.

Mr. Reeves: I don't have much to add to that, other than the idea that, until recently, in particular the last 15 years, it has been possible for Canada to work primarily on Arctic relations through its transatlantic ties. The North American relationship was critical for defence and relationships across Europe and the Arctic Council. Within the Arctic Council, multilateralism and bilateralism — all the types of engagement that Canada was able to bring to the Arctic, it could affect those through that transatlantic body of relationships.

That's becoming increasingly less viable as the Indo-Pacific stands up an alternative set of actors and institutions and interests and approaches to the Arctic that will require a well thought out, well coordinated Canadian foreign policy response. This isn't an oppositional approach to state relations. This is an

développement économique, les pratiques traditionnelles. Tous ces enjeux évoluent eux-mêmes très rapidement.

Je pourrais citer toutes sortes de rapports. Le dernier que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat vient tout juste de publier sonne gravement l'alarme au sujet des changements climatiques. Le Groupe souligne que nous arrivons à un point de non-retour dans le monde entier et surtout ici, dans l'Arctique.

Nous essayons encore d'évaluer les incidences de ces changements sur de nombreuses parties de la région et sur les peuples qui vivent dans l'Arctique. Nous essayons encore d'en corriger un grand nombre.

L'autre changement important, qui a fait l'objet de nombreuses discussions et qui est le principal sujet de cette réunion, est le fait que l'Arctique devient de plus en plus international. Cela ne causera pas nécessairement des conflits dans les tribunaux internationaux ou au Conseil de l'Arctique, mais regardez le nombre d'acteurs internationaux qui cherchent à s'engager dans la région, qui veulent se lier à l'Arctique de diverses façons. Comme quelqu'un l'a souligné, il y a toujours plus de monde ici.

Il sera très difficile de tenir compte des intérêts des gouvernements de l'Arctique, des peuples de l'Arctique, des populations autochtones et de nombreux gouvernements et organismes de l'extérieur qui désirent eux aussi s'engager dans cette région.

On entend toutes sortes de discussions visant à déterminer s'il faut créer d'autres organismes. Faudrait-il conclure un traité? Faudrait-il créer de nouvelles formes de gouvernance? Ces débats sont cruciaux. Cependant, tout cela est dû au fait que nous faisons face à une situation qui évolue rapidement autant à cause des changements climatiques que du nombre d'intervenants qui veulent explorer la région et contribuer à déterminer son mode de gouvernance.

M. Reeves : Je n'ai pas grand-chose à ajouter à cela, si ce n'est que jusqu'à tout récemment, surtout ces 15 dernières années, le Canada a pu établir des liens dans l'Arctique principalement dans le cadre de ses relations transatlantiques. Ses relations nord-américaines étaient essentielles à sa défense et à ses relations avec l'Europe et avec le Conseil de l'Arctique. Au sein du Conseil de l'Arctique, le multilatéralisme et le bilatéralisme — tous ces types d'engagement que le Canada apportait dans l'Arctique — lui conféraient une certaine influence dans le cadre de ces relations transatlantiques.

Cette influence s'évanouit avec la multitude d'acteurs, d'institutions, d'intérêts et de nouvelles approches pour l'Arctique venant des pays indo-pacifiques. La politique étrangère du Canada devra y répondre de manière réfléchie et bien coordonnée. Cela ne nous empêchera pas d'établir des

acknowledgment that there are now clearer interests from the Asian region within the Arctic that have to be responded to.

The one wildcard there, of course, is how these Arctic observer states to the Arctic Council interact with Russia going forward. There are deep relations between all of the Indo-Pacific states and Russia, whether on energy, on icebreaker technology and ship development, on port development, or on transit route development. Many of those relations are on hold right now, but there's no certainty that the relations between Asian states and Russia, in particular, will diminish over the medium to long term. Canada has to understand that there's a whole situation of Arctic relations and players that need a strategic response. That's going to require more resources and it will require more proactive diplomacy at the state level, all the way down to the person-to-person relationship, whether at universities or through exchanges in student development or youth councils. That will be the long-term direction that the Arctic has taken.

The Chair: Thank you, both.

[Translation]

Senator Dagenais: I have one last question for Mr. Reeves.

In the negotiations on the use of the Arctic territory by various countries, to what extent could Canada put on the table the environmental positions often brought up in those political projects?

[English]

Mr. Reeves: Within the Arctic, at least for the moment, environmental issues are at the top of the agenda for all of the self-acknowledged Arctic states, whether that's China or the existing Arctic Council members, or the observers.

When you look at the strategic policy statements coming out of Tokyo, Seoul, Singapore and even India, when it articulates what it hopes to accomplish within the Arctic, environmental issues, climate change, environmental mitigation, clean technology, are at the top of their priorities in terms of what they hope to accomplish through their engagement in the Arctic.

Of course, parallel to that is the idea of economic developments, resource exploration and exploitation, often which butt heads with the reality of being able to deal with environmental issues. You have two competing issues.

For Canada, it will be critical, within established forums and multilateral institutions, like the Arctic Council, to continue to raise climate as an area of top priority for Canada's own national

relations avec ces États, mais il faut reconnaître que la région asiatique exprime maintenant plus clairement ses intérêts face à l'Arctique et que nous devrons y répondre.

La grande inconnue, évidemment, est la façon dont ces États observateurs du Conseil de l'Arctique interagiront avec la Russie. Tous les États indo-pacifiques entretiennent de profondes relations avec la Russie, que ce soit sur le plan de l'énergie, de la technologie des brise-glaces et de la mise au point des navires, de la mise en valeur des ports ou de l'aménagement des routes de transit. Bon nombre de ces relations sont en suspens à l'heure actuelle, mais il n'est pas certain que les relations entre les États asiatiques et la Russie en particulier diminueront à moyen ou à long terme. Le Canada doit comprendre qu'il se doit de répondre stratégiquement à cet ensemble de relations et d'acteurs dans l'Arctique. Il faudra plus de ressources. Il faudra appliquer une diplomatie plus proactive du niveau gouvernemental jusqu'au niveau des relations de personne à personne, que ce soit dans les universités ou dans le cadre d'échanges d'étudiants ou de conseils de la jeunesse. C'est l'orientation à long terme que l'Arctique a adoptée.

Le président : Merci à vous deux.

[Français]

Le sénateur Dagenais : J'aurais une dernière question pour M. Reeves.

Dans le cadre des négociations sur l'usage du territoire arctique par différents pays, dans quelle mesure le Canada pourra-t-il mettre sur la table les positions environnementales souvent invoquées dans ces projets politiques?

[Traduction]

M. Reeves : Pour le moment, les questions environnementales sont en tête des priorités de tous les États de l'Arctique, qu'il s'agisse de la Chine, des membres actuels du Conseil de l'Arctique ou des observateurs.

Lorsqu'on regarde les énoncés de politique stratégique qui émanent de Tokyo, de Séoul, de Singapour et même de l'Inde en énonçant ce que ces pays espèrent accomplir dans l'Arctique, les questions environnementales, les changements climatiques, l'atténuation des effets environnementaux et les technologies propres sont au sommet de leurs priorités.

Parallèlement à cela, il y a bien sûr le développement économique, l'exploration et l'exploitation des ressources, et ces activités vont souvent à l'encontre des réalités environnementales. Nous faisons donc face à deux problèmes concurrents.

Pour le Canada, il sera essentiel, dans le cadre de forums et d'institutions multilatérales bien établis, comme le Conseil de l'Arctique, de continuer à faire du climat un domaine prioritaire

approach to the Arctic, but also as a unifying theme for all of the Arctic players, almost as a precondition to come into the Arctic.

I think Canada is in a good position to raise that sense of responsibility among Arctic players and demonstrate that commitment, essentially as a precondition to coming in and being involved in the region. I do believe that's the direction that many of the Arctic players are already taking, understanding that the region is particularly vulnerable and is particularly under threat from some of the forces that are driving climate change across the globe.

Senator Smith: Both witnesses, this is my \$50 question. You have two minutes to come up with the three-step plan to set up a diplomatic effort outside of what exists today. If you were hired on a retainer basis, what would be the three steps that you would implement?

That's my 50 bucks. It's worth not too much to these guys.

The Chair: Two minutes each to solve that one. Let's go back to Dr. Reeves to start.

Mr. Reeves: Mine, unsurprisingly, would be focused on developing trans-Pacific ties and relations. I think that Canada should be more proactive in finding opportunity for involvement and engagement in transatlantic state relations, institutions and dialogue mechanisms. I believe that Canada should prioritize engagement with Japan and South Korea, in particular, long-term in the Arctic to integrate their security concerns as well as NATO relationships, whereas Canada's approach with North America and NORAD should try to ensure there are good communication and cooperation between the Asia-Pacific or Indo-Pacific like-minded states in Canada's own approach to the Arctic.

I believe long term that there is a benefit in engaging with China, but certainly engagement with eyes wide open and understanding the potential impacts of that engagement. However, also understanding that in the Arctic Canada has particular value added that they can bring to the relationship with China that should be leveraged in other areas of the Canada-China relationship.

If Canada's going to support China's activities in the Arctic, it should look for areas of reciprocity in areas in the Indo-Pacific where it is also seeking deeper engagement and could use Chinese support to achieve that strategic end state.

Senator Smith: Thank you.

The Chair: Dr. Lanteigne?

dans son approche nationale à l'égard de l'Arctique, mais aussi un thème unificateur pour tous les intervenants de l'Arctique. Il devrait presque en faire une condition préalable à l'intervention de ces États dans l'Arctique.

Je pense que le Canada est bien placé pour soulever ce sentiment de responsabilité parmi les intervenants de l'Arctique et de démontrer cet engagement, essentiellement comme condition préalable à l'entrée et à l'intervention dans la région. Je crois que c'est l'orientation que de nombreux intervenants de l'Arctique ont déjà adoptée, sachant que la région est particulièrement vulnérable à certaines des forces qui provoquent les changements climatiques ailleurs au monde.

Le sénateur Smith : Mesdames et messieurs les témoins, j'ai une question cruciale à vous poser. En deux minutes seulement, veuillez élaborer un plan en trois étapes pour établir des activités diplomatiques différentes de celles qui existent aujourd'hui. Si l'on vous payait 50 \$ pour exécuter cette tâche, quelles seraient les trois étapes de votre plan?

Je ne leur donne que 50 \$. Ce n'est pas grand-chose, évidemment.

Le président : Deux minutes chacun pour résoudre ce problème. Passons d'abord la parole à M. Reeves.

M. Reeves : Bien évidemment, je commencerais par établir des liens et des relations transpacifiques. Je pense que le Canada devrait se prévaloir plus activement d'occasions de participer aux relations, aux institutions et aux mécanismes de dialogue des États transatlantiques. Je crois que le Canada devrait avant tout s'engager à long terme dans l'Arctique, particulièrement avec le Japon et la Corée du Sud, pour relier leurs préoccupations en matière de sécurité à ses relations avec l'OTAN. Il devrait en même temps, dans ses relations avec l'Amérique du Nord et avec le NORAD, assurer une bonne communication et une bonne coopération avec les États de l'Asie-Pacifique ou de l'Indo-Pacifique qui partagent ses vues à l'égard de l'Arctique.

Je crois qu'à long terme, nous aurons avantage à dialoguer avec la Chine. Il faudra bien sûr le faire avec beaucoup de prudence et en comprenant les répercussions potentielles de ce dialogue. Toutefois, il faut aussi comprendre que dans l'Arctique, le Canada a une valeur ajoutée particulière qu'il peut apporter à ses relations avec la Chine et qui devrait être mise à profit dans d'autres aspects de ces relations.

Si le Canada décide d'appuyer les activités de la Chine dans l'Arctique, il devrait chercher des domaines de réciprocité dans les régions de l'Indo-Pacifique où il s'efforce également de renforcer ses relations. Il pourrait même se servir de l'appui de la Chine pour atteindre cet objectif stratégique.

Le sénateur Smith : Merci.

Le président : Monsieur Lanteigne?

Mr. Lanteigne: Thank you. To build on these points, first, I completely agree that Canadian engagement with the Asia-Pacific is very key here. However, I would add that the stage is very much set for a great deal of Arctic cooperation with the Nordic region as well. There is a lot where the two actors can teach each other. We already have a lot of potential outlets where that can be undertaken.

Second is education, education, education. There is so much that Canada can bring to the area of information sharing that is being heavily sought, not only by non-Arctic states in Asia but also by Europe as well, especially those countries that are just still very new to the Arctic and are trying to understand what is happening on the ground as opposed to just capital-to-capital.

Third, there needs to be a discussion about the Arctic future. There needs to be some kind of mechanism to say what is the Arctic going to look like in 2035. Not only in regard to the environment itself but the political situation and the actual socio-economic situation. I think that a lot of planning needs to be much more deeply undertaken. Looking at the environmental situation, this is definitely a case of all hands on deck.

The Chair: All right, thank you very much. Senator Deacon has the last question.

Senator M. Deacon: I debated this, so thank you. Dr. Reeves, you made a comment that I just couldn't resist in raising this again.

One of our previous witnesses recently did an op-ed with the *Financial Times* about winning and Russia presently winning the energy war. You just touched on this. I agree specifically with the point that as long as Europe relies on Russian gas, sanctions and other measures will move very slowly.

Forgive me if my question seems a little naive, but I feel as long as we insist on developing and relying on fossil fuels, especially with an opening Arctic, we're only going to perpetuate an energy war where Russia, and like-minded OPEC states with laws that are more lax in regulations and less concerned about climate change, may have a natural advantage. Therefore, it would be more advantageous in the West, including Canada, throw everything they had at developing sustainable sources of energy rather than insisting on investing resources to extract fossil fuels.

Is this feasible? Can we win on this? Or are we simply trapped in a spiral of regularly competing carbon-intensive industries, bringing all the goodies that it brings with it, with all the actors? I love that word today.

M. Lanteigne : Merci. Je vais poursuivre dans la même veine. Premièrement, je suis tout à fait d'accord sur le fait que l'engagement du Canada dans la région de l'Asie-Pacifique est crucial. J'ajouterais cependant que ce contexte est également propice à une forte coopération avec les pays nordiques. Nous pourrions beaucoup apprendre les uns des autres. De nombreux enjeux nous permettraient déjà d'établir cette coopération.

Ensuite, éducation, éducation, éducation. Le Canada a tellement à apporter dans le domaine de l'échange de renseignements. Ces renseignements sont très recherchés, non seulement par les États non arctiques de l'Asie, mais aussi par l'Europe, notamment par les pays qui commencent à s'intéresser à l'Arctique et qui essaient de comprendre ce qui s'y passe sur le terrain au lieu de se contenter de l'information qu'ils tirent de leurs relations entre capitales nationales.

Troisièmement, il est crucial de discuter de l'avenir de l'Arctique. Il faut établir un mécanisme qui permette de déterminer à quoi ressemblera l'Arctique en 2035, non seulement du côté de l'environnement, mais du côté de la situation politique et socioéconomique. À mon avis, il faut faire beaucoup plus de planification. Pour ce qui est de la situation environnementale, il est clair que tout le monde doit mettre la main à la pâte.

Le président : D'accord, merci beaucoup. La sénatrice Deacon posera la dernière question.

La sénatrice M. Deacon : Je me demandais, justement, alors merci. Monsieur Reeves, vous avez fait une observation à laquelle je ne peux pas m'empêcher de revenir.

Un de nos témoins a récemment publié une lettre d'opinion dans le *Financial Times* sur la victoire actuelle de la Russie dans la guerre de l'énergie. Vous venez d'en parler. Je suis tout à fait d'accord pour dire que tant que l'Europe comptera sur le gaz de la Russie, les sanctions et les autres mesures que nous imposerons demeureront très faibles.

Pardonnez-moi si ma question semble un peu naïve, mais j'ai l'impression que tant que nous insisterons sur le développement et l'utilisation des combustibles fossiles, surtout avec l'ouverture de l'Arctique, nous ne ferons que perpétuer une guerre énergétique. La Russie et les États de l'OPEP, qui ont des vues similaires et dont les lois sont plus laxistes au sujet des changements climatiques, pourraient en tirer avantage. Par conséquent, il serait plus avantageux pour l'Occident, notamment pour le Canada, d'investir tout ce qu'il peut pour développer des sources d'énergie durables au lieu d'insister pour investir dans l'extraction de combustibles fossiles.

Est-ce faisable? Y réussissons-nous? Sommes-nous captifs, avec les autres acteurs, d'une spirale d'industries à forte intensité carbonique qui se font régulièrement concurrence et qui nous apportent tant de bonnes choses? J'adore utiliser le mot « acteur » aujourd'hui.

The Chair: You have all of one minute to answer that one.

Senator M. Deacon: I know; I'm sorry.

The Chair: Good luck.

Mr. Reeves: I'll give an aspirational response.

I certainly hope so. I think that, if anything, the war in Ukraine has exposed the vulnerability that we have with respect to our energy supplies and our energy supply chains, and the difficulty that we have in the short term to respond in a meaningful strategic way to energy dependency anywhere between any actors.

We've known this for a long time, but I think that we now have it more clearly front and centre and in the public's mind than we have at any time perhaps since the first or second Iraq wars.

In particular, there's a huge opportunity in the Arctic. Again, I'll circle back to the Asian states. The focus on the sustainable development goals, the focus on sustainable development in clean technology for energy, for sustainable energy supply, is a huge priority in the region. If you look at some of the most vulnerable states with respect to energy dependency, they are in Northeast Asia. They depend on trade routes that go through the South China Sea, a potential area of conflict, through the Arctic, which still has challenges around accessibility. A lot of those states would be interested in working with Canada for the long term in the Arctic region to figure out ways to move away from fossil fuel dependency toward more reliable, renewable, clean sources of energy. I think that's another very important area where we should look for cooperation, not just in Asia, of course, but with all of our Arctic states and partners.

The Chair: Thank you very much. What a terrific end to a great meeting. It does bring us to the end, and thank you both for bringing the best of your expertise to this important discussion. You've guided us through a very rich afternoon and have given us much to think about. We appreciate the time you took today to be with our committee.

Colleagues, our next meeting will take place next Monday, May 9, at our usual time of 2 p.m. ET. With that, I wish everyone a good evening. The meeting is now adjourned.

(The committee adjourned.)

Le président : Vous avez une minute pour répondre.

La sénatrice M. Deacon : C'est vrai. Pardonnez-moi.

Le président : Bonne chance.

M. Reeves : Je vais vous donner une réponse très optimiste.

Je l'espère bien. Je crois que la guerre en Ukraine a souligné la vulnérabilité de nos approvisionnements et de nos chaînes d'approvisionnement énergétiques ainsi que la difficulté que nous avons à court terme de réagir de façon stratégique à la dépendance énergétique de tous les acteurs.

Nous le savons depuis longtemps, mais je pense que la population en est plus persuadée qu'elle ne l'a jamais été depuis la première ou la deuxième guerre en Irak.

L'Arctique offre d'immenses débouchés. Je vais de nouveau revenir aux États asiatiques. Ils traitent en grande priorité les objectifs de développement durable ainsi que le développement durable avec des technologies propres pour produire l'énergie et pour s'approvisionner en énergie durable. Certains des États les plus vulnérables par leur dépendance énergétique se trouvent en Asie du Nord-Est. Ils dépendent des routes commerciales qui passent par la mer de Chine méridionale, qui est une zone potentielle de conflit ainsi que par l'Arctique, qui a encore des problèmes d'accessibilité. Bon nombre de ces États accepteraient de collaborer à long terme avec le Canada dans la région de l'Arctique afin de se libérer de leur dépendance aux combustibles fossiles pour adopter des sources d'énergie plus fiables, renouvelables et propres. À mon avis, nous devrions rechercher cette coopération non seulement en Asie, bien sûr, mais avec tous nos États partenaires dans l'Arctique.

Le président : Merci beaucoup. Cela couronne merveilleusement une excellente réunion! Nous sommes arrivés à la fin de la séance, et je vous remercie tous deux de nous avoir transmis votre expertise dans le cadre de cette importante discussion. Vous nous avez guidés pendant tout un après-midi très enrichissant. Nous avons maintenant beaucoup de matière à réflexion. Nous vous sommes reconnaissants du temps que vous nous avez consacré aujourd'hui.

Chers collègues, notre prochaine réunion aura lieu lundi prochain, le 9 mai, à l'heure habituelle, 14 heures, heure de l'Est. Sur ce, je vous souhaite à tous une bonne soirée. La séance est levée.

(La séance est levée.)